Numéro 42

# LE SIOUX

Juin 2017

***« A la guerre, le succès dépend de la simplicité des ordres de la vitesse de leur exécution et de la détermination générale à vaincre. »***
*Général PATTON*

***« Ne pas pratiquer ce que l'on enseigne, c'est déshonorer sa parole. »***
*Cours de tactiques 1922, Tomes II »*

**Editorial**

Chers lectrices et lecteurs,

Le sioux est encore très riche ce mois-ci. Le mois de mai a vu l'arrivée d'un nouveau président et d'un nouveau ministre des armées. Beaucoup d'entre nous ont conscience des défis qu'il leur appartient de relever dans un monde que nous comprenons de moins en moins.
Evolution du format SIOUX, nous avons fait le choix de ne plus intégrer de memento d'anglais.

Le coin de maxime, ou du préparant, débute par le service militaire volontaire. Ce dispositif ancien, plusieurs fois menacé de disparation, démontre les capacités multiformes et la pédagogie appliquée des cadres de l'armée de terre. Désormais deux autres armées seront aussi concernées. La fiche complète de lecture traite de la contre-insurrection. Nous y découvrons nettement la vision claire sur les origines et les applications de la doctrine de contre-insurrection et ses possibilités aujourd'hui. Un livre que devrait posséder tout officier d'état-major. La BD nous transporte au Maroc à l'époque de la guerre du Rif dans les années 20 puis direction l'Irak GREEN ZONE (film sorti en 2010) et qui aborde la chasse aux fameuses ADM (armes de destruction massive), et enfin, la fiche rapide de lecture « HOLLANDE l'africain », livre plus politique que militaire.

Dans la deuxième partie, nous avons repris l'article sur la vision française de l'art opératif où l'auteur le colonel JORDAN nous montre la perception visionnaire et l'esprit du maréchal LECLERC. Vision et capacité d'anticipation qu'il a voulu transmettre à ses unités. Nous nous déplaçons à Aix la chapelle en 1944. Premier combat majeur en zone urbaine pour les américains, il reste l'alpha et l'oméga de leur doctrine (MOUT). Suite à cette bataille, les américains feront évoluer leurs structures de niveau bataillonnaire pour mieux intégrer la dimension urbaine à leurs futurs engagements. Nous finirons cette partie histoire avec l'Indochine. Dans la suite de l'évolution de l'infanterie française traitée dans le numéro précédent, l'article reviendra cette fois sur les forces mobiles.

La troisième partie porte sur l'actualité. Cette dernière est très chargée ! Attaque informatique de portée mondiale Wannacry, sommet de l'OTAN de Bruxelles, dont Guillaume LASCONJARIAS nous fait l'amitié d'autoriser la reproduction de son analyse, manœuvres d'influence en Mer de Chine, élections présidentielles en Corée du Sud et en Iran, analysées par le LCL MARCILLE, rencontre à Abou Dhabi des deux prétendants au pouvoir libyen, tentative d'expansion de la « petite sparte », offensive finale sur Mossoul, (bataille que chaque mois M MANTOUX nous permet de comprendre), il y aurait de quoi faire des hors-séries complets ! Et pour finir le billet d'Arsène, « la revanche de l'histoire » : tout un programme.

Enfin chers lecteurs, nous vous encourageons à nous faire part de vos remarques, questions, suggestions, voir dialoguer avec nous et entre nous, soit sur notre page Facebook https://www.facebook.com/groups:/782917638416377/ que nous essayons de nourrir d'actualités militaires, soit par courriel à **lesiouxnewsletter@yahoo.fr**.

Chef de Bataillon Nicolas de LEMOS,
ORSEM Promotion Colonel Pierre MESSMER.

# Table des matières

Editorial ..... 1
PREMIERE PARTIE LE COIN DE MAXIME ..... 3
Le service militaire volontaire ..... 3
Faut-il brûler la contre-insurrection ? ..... 5
LES BLOGS / vue sur internet ..... 10
BD : L'or et le sang ..... 11
Film : Green zone (2010) ..... 13
Hollande l'Africain ..... 15
DEUXIEME PARTIE : HISTOIRE ..... 16
Développer une vision française de l'art opératif : s'inspirer de l'esprit du maréchal LECLERC. ..... 16
Aix la chapelle 1944 : premiers contacts des Américains avec la réalité du combat en zone urbaine. ..... 23
Les forces mobiles durant la guerre d'Indochine ..... 32
TROISIEME PARTIE : ACTUALITE ..... 36
Une attaque informatique de portée mondiale crée la panique ..... 36
Sommet de l'Alliance atlantique : pourquoi l'OTAN est toujours indispensable ..... 38
Le paradoxe chinois ..... 41
Il n'y a pas qu'en France qu'il y a des élections présidentielles. ..... 43
Libye : les deux principaux acteurs de la crise se rencontrent à Abou Dhabi ..... 45
Mer Rouge : expansion de l'armée émiratie ..... 47
Bataille de Mossoul : les forces irakiennes se positionnent pour l'offensive finale ..... 52
Billet d'Arsène : La revanche de l'Histoire ! ..... 56

Feuille d'information gratuite **Sioux n°42 juin 2017**
Responsable de la rédaction : chef de bataillon ® de Lemos
Secrétaire de rédaction : lieutenant-colonel ® Marcille

***Toutes les informations et images présentées, sont issues de sources ouvertes et n'ont d'autre vocation que d'informer.***
***Les propos et articles n'engagent pas l'institution militaire, ils ne sont que des supports personnels.***

Retour à la Table des matières

# PREMIERE PARTIE LE COIN DE MAXIME

## Le service militaire volontaire

Inspiré du Service militaire adapté (SMA), qui, en vigueur depuis les années 1960 dans les départements et territoires d'outre-Mer, aide à l'insertion professionnelle des jeunes adultes en difficulté, le Service militaire volontaire (SMV) compte actuellement trois centres (Montigny-lès-Metz, Brétigny-sur-Orge et La Rochelle). Un quatrième a ouvert en janvier 2017 à Châlons-en-Champagne.

Le SMV offre un parcours d'insertion vers l'emploi à des jeunes âgés de 18 à 25 ans via une formation professionnelle dans un cadre militaire. Les volontaires perçoivent une rémunération, en fonction de leur niveau scolaire. Ce dispositif expérimental est financé par le ministère de la Défense, à hauteur de 35 millions d'euros sur au moins deux ans.
Au total, le SMV devrait compter 7 centres. Seulement, les infrastructures susceptibles d'accueillir les trois prochains manquent. Du mois est-ce vrai pour l'armée de Terre, dont le chef d'état-major, le général Jean-Pierre Bosser, a indiqué, lors d'une audition à l'Assemblée nationale, qu'il ne lui restait « seul quartier de disponible, celui de Châlons-en-Champagne, à la suite de la dissolution du 1er Régiment d'Artillerie de Marine. »

Mais l'armée de Terre n'est pas la seule concernée par le SMV. Aussi a-t-on appris, le 29 novembre, que deux autres centres allaient ouvrir, l'un sur le site de la base aérienne 278 d'Ambérieu-en-Bugey, l'autre à Brest.
« S'agissant plus particulièrement du nouveau centre de l'armée de l'Air, un site d'accueil a été recherché à proximité ou dans une enceinte existante – base aérienne ou équivalent – d'un bassin régional offrant des perspectives d'offres d'emploi suffisantes. La possibilité d'une évolution des capacités d'accueil du centre était également un critère important dans la sélection des sites potentiels. Le site du détachement air 278 d'Ambérieu remplit l'intégralité des critères requis et place le projet, sous réserve de l'investissement nécessaire des acteurs locaux, sous de bons augures », a ainsi déclaré Jean-Marc Todeschini, le secrétaire d'État chargé des Anciens combattants, en réponse à une question du député Damien Abad.
« Après l'armée de Terre, et grâce aux efforts de tous les acteurs concernés, l'armée de l'air devrait donc ouvrir son premier centre à la fin de l'année 2017 à Ambérieu, tandis que la marine nationale le fera parallèlement à Brest », a encore ajouté M. Todeschini.

Retour à la Table des matières

Les premiers résultats du SMV sont plutôt encourageants et tout indique que l'expérience devrait être prolongée. Selon le ministère de la Défense « plus de 300 jeunes ont déjà été formés dans les trois centres du SMV ouverts entre octobre 2015 et janvier 2016, successivement à Montigny-lès-Metz, Brétigny-sur-Orge (Essonne) et La Rochelle (Charente-Maritime). Le taux d'insertion dans l'emploi de ces premiers stagiaires, actuellement en cours de consolidation, devrait atteindre plus de 70 %. »

**Le ministre de la Défense lance le Service Militaire Volontaire Marine à Brest**

Situé sur le site militaire de la Villeneuve, le centre SMV accueillera, dans un premier temps, 50 volontaires encadrés par 31 gradés à partir de novembre 2017 pour une formation qui durera 4 mois. A l'issue de cette première période, les volontaires partiront dans des centres de formation professionnelle.

« Véritable préparation militaire à l'emploi » comme l'a rappelé le ministre, le SMV Marine de Brest s'inscrit dans la continuité des premiers centres de SMV créés dans l'Est et le centre de la France. Son objectif est d'améliorer l'insertion socio-professionnelle des jeunes en difficultés en leur inculquant des valeurs et savoir-faire militaire. Pour y parvenir, le LV Ludovic, chef du futur centre SMV de Brest, fonde son action sur l'exemplarité : Respect, cohésion, esprit d'équipage, combativité, endurance, goût de l'effort autant de valeurs et de notions que les jeunes volontaires vont apprendre, pour prendre confiance en eux, se dépasser, afin de s'insérer durablement dans le monde de l'entreprise et la vie professionnelle, et qu'ils puissent s'approprier l'adage « MON AVENIR C'EST REUSSIR ».

En s'investissant dans le projet expérimental du Service militaire Volontaire, la Marine nationale réaffirme son implication en faveur de l'insertion sociale des jeunes. Chaque année, la Marine accueille en effet plus de 1000 jeunes sans condition de niveau scolaire, que ce soit à l'école des mousses ou à travers le volontariat marine.

**Lancement du service militaire volontaire Air au détachement air 278 d'Ambérieu**

Mercredi 22 mars 2017, le détachement air 278 d'Ambérieu-en-Bugey a accueilli le général Philippe Adam, major général de l'Armée de l'Air, dans le cadre du lancement du centre du service militaire volontaire (CSMV) à Ambérieu-en-Bugey

Accompagné du général Rony Lobjoit, directeur des ressources humaines de l'Armée de l'Air, du général Pierre Chavancy, gouverneur militaire de Lyon, de l'ingénieur général de 1re classe de l'armement Jean-Marc Rebert, directeur central du service industriel de l'aéronautique, du général Vianney Pillet, commandant le service militaire volontaire, le général Philippe Adam a pu échanger avec les membres des différentes entités militaires œuvrant à la mise en place du centre. Il a ensuite procédé au dévoilage d'un panneau rappelant symboliquement le lancement de la mise en place du CSMV.

Renaissance d'emblèmes pour les nouvelles générations
SMV La Rochelle
SMV de Metz

Retour à la Table des matières

**Les fiches de lecture du CSEM**

| | |
|---|---|
| **Titre de l'ouvrage** | **Faut-il brûler la contre-insurrection ?** |
| **Auteur - Edition** | **Georges-Henri BRICET DES VALLONS** |
| **ISBN – Prix** | **ISBN 978-2-7178-5484-8** |
| **Rédacteur** | **CES – OLDRA Nicolas – 124e promotion / 2ème Session** |
| **Date de rédaction** | **01 juin 2011** |

## 1/ L'AUTEUR :

Georges-Henri Bricet des Vallons est chercheur associé à l'in stitut Choiseul, communauté de réflexion animée par des passionnés des questions de défense. Il est de plus expert en système d'armes pour la revue Défense et sécurité internationale. Diplômé de l'IEP de Paris, il est doctorant en sciences politiques.

Spécialiste des Sociétés militaires privées, il est l'auteur d'ouvrages consacrés à la privatisation de la guerre d'Irak et du retour du mercenariat américain. Il a en outre rédigé de nombreux articles traitant de problématiques militaires très actuelles, aussi bien techniques que stratégiques. Connaissant bien les approches diverses des guerres en Irak et en Afghanistan, il ouvre le débat percutant de l'utilité de la contre-insurrection. Cette mise en perspective de points de vue variés sur le sujet obéit donc à une logique cohérente de la part d'un spécialiste des questions de défense.

Ce jeune auteur s'inscrit dans la lignée de spécialistes de haute volée tels que Pierre Servent ou Frédéric PONS. Sans aucun doute, il fait déjà partie de cette caste d'intellectuels qui, dans les décennies à venir, réfléchiront sur les enjeux de défense en défendant de points de vue neufs et constructifs.

Dans le cadre de ce livre, il est entouré des expertises d'officiers français et étrangers ainsi que de chercheurs et spécialistes en sciences politiques. Ceux-ci dévoilent soit leur expérience, soit leurs nombreuses connaissances sur le sujet.

## 2/ SYNTHESE DE L'OUVRAGE

L'auteur dirige et organise cette étude sous la forme d'une succession d'articles à la fois argumentés et traitant de différents contextes. Il met en lumière la complexité et les problématiques liées à la contre-insurrection aujourd'hui**. Il en explique la genèse, sa mise en application sur le terrain et il donne des pistes de réflexion pour en justifier le sens mais aussi pour en limiter les effets.**

Articulé en trois parties et douze chapitres, l'ouvrage dépeint tout d'abord l'histoire de ce concept, puis analyse ses effets et enfin, cherche à répondre à la question éponyme, « faut-il brûler la contre-insurrection ? ».

**PARTIE 1 : Ce que l'histoire nous enseigne.**

La première partie dépeint l'évolution de la théorie contre-insurrectionnelle depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. **Elle fait apparaître notamment le lien très étroit, aux origines, entre les visions américaines et françaises.** Focalisés sur la guerre froide et la complexe reconstruction du monde, les Américains se sont inspirés des expériences de la France en Indochine et en Algérie pour perfectionner leur théorie et palier leur manque de savoir-faire dans ce domaine. Pour parfaire cet élan doctrinal, ils se sont entourés de conseillers militaires français affectés comme détachés de liaison : parmi eux les plus célèbres s'appellent le général AUSSARES, le lieutenant-colonel GALULA, ou le colonel TRINQUIER. Les théories appliquées à la marge lors de la guerre du Vietnam ont été remises en avant lors des conflits irakiens et afghans. Il faut cependant souligner que l'application de ces connaissances se limite alors principalement à l'échelon doctrinal.

Retour à la Table des matières

Cette partie met aussi en évidence l'importance de la connaissance de la maîtrise et la compréhension culturelle des conflits au travers du terrain et des populations, éléments essentiels pour leur résolution. C'est ce que les Américains ont appelé le human terrain system (HTS). Une des mesures phares consiste à déployer des anthropologues au sein des unités combattantes. **Cependant, connaissance du terrain et de l'homme ne signifie pas toujours « victoire acquise »**. Cette approche très humaniste ne saurait se passer d'un nombre de soldats suffisant, de moyens adaptés et d'un engagement dans la durée : ainsi, le bilan du HTS reste mitigé. Les querelles entre défenseurs de l'action de force et les hérauts du terrain humain sont donc bien marquées dans l'inconscient collectif américain.

Cette idée est relayée dans l'article de David H. Ucko, docteur en sciences politiques, qui milite pour un **juste équilibre entre combat de contre-insurrection et haute intensité.** Son point de vue souligne que ce n'est pas parce que les écrits doctrinaux américains (le *Field manual* 3-24 entre autres) focalisent aujourd'hui sur la COIN[1] que le combat classique doit être oublié. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les Américaines travaillent simultanément sur le concept de *full-spectrum operations*, une des dominantes du document de doctrine publié en 2008 (FM 3-0). Tout en mettant en lumière les raisons de la difficile réforme doctrinale des forces outre-Atlantique, dues à une structure pyramidale et au volume de l'institution, il souligne leur scepticisme quant à la pérennité de ce type de conflit. Pourtant, si l'on en croit la relecture de la guerre en Irak au travers du prisme de la vision de Karl SCHMITT, spécialiste allemand des relations internationales de la première moitié du XXème siècle, il semble que les guerres de futur risquent fort de trouver de nombreux points communs avec les théâtres irakiens et afghans : des conflits au cœur des populations et dans les localités, caractéristiques qui semblent inévitables.

**PARTIE 2 : Sur le terrain.**

Cette partie ne s'inscrit pas en faux par rapport à la précédente : il y a bien à la fois un **paradoxe et un équilibre à trouver entre le « terrain humain » et l'action de la force**. Pour réussir une guerre de contre insurrection, il faut bien appréhender ces deux blocs distincts comme un ensemble monolithique et cohérent. La description du conflit irakien du colonel Goya en est une illustration parfaite : après un succès militaire et le fameux discours de Georges W. BUSH sur le porte-avions Abraham LINCOLN en mai 2003, qui affirmait que la mission était remplie, les Américains découvrent peu à peu à leur dépend l'utilité d'une approche plus globale de leur action. On comprend ici tout le processus d'enlisement en Irak : l'illusion du succès opérationnel et la mise en place d'une administration américaine inadaptée, la manipulation des indicateurs (toujours « au vert »), suivis de la montée souterraine des menaces, puis l'implosion d'avril 2004, dont les effets médiatisés s'appellent FALLOUDJAH et ABOU GHRAIB. Pourtant, tout en comprenant *in fine* que la résolution du conflit ne pouvait pas être réalisée au travers de l'action militaire isolée, seule une masse critique suffisante de soldats a pu venir à bout des difficultés. Ainsi, le *surge* (« sursaut ») dirigé par le Général Petreaus a été une solution militaire d'une problématique bien multiforme.

[1] Contre-insurrection

Retour à la Table des matières

Le renseignement est lui aussi soumis à la difficulté de mêler la chose militaire et les aspects socioculturels. Selon un rapport de 2009 du général américain Flynn, il fallait en Afghanistan réorienter le renseignement en faisant effort sur l'environnement : pas seulement chercher à démanteler les réseaux par une concentration de l'effort d'investigation sur les chefs de l'insurrection.

Une approche différente de l'Afghanistan caractérise l'article de Florent de Saint-Victor. Il donne une vision française de la COIN dans le cadre des OMLT[2]. Il en souligne l'impact très positif sur les forces françaises et en décrit le développement et l'utilité. Enfin, il met en exergue l'urgence de la formation de l'armée afghane, ainsi que la quête de son autonomie. Pour lui, cette armée qui doit assurer la transition n'est pas réellement prête et la présence occidentale à ses côtés est encore indispensable.

**PARTIE 3 : Faut-il brûler la contre-insurrection.**

L'ultime partie de l'ouvrage, intitulée elle aussi « faut-il brûler la contre-insurrection ? » offre une approche critique de cette stratégie.

Ainsi, l'article de Gian Gentile, officier d'active dans l'Army, donne une nouvelle voie à l'interprétation des succès ou des échecs ayant trait à la COIN : comme pour les Français au Maroc ou les Anglais en Malaisie, les interprétations des cas irakiens ou afghans ne devraient, selon lui, pas être contaminées par la fiction qui accompagne la contre-insurrection : la « conquête des cœurs et des esprits » ou encore « l'apprentissage et l'adaptation » sont une forme de mythe. Ces exemples sont pour cet officier dangereux. Au contraire, les forces américaines doivent se réapproprier ses fondamentaux et ne pas culpabiliser sur ses compétences conventionnelles.

La COIN s'inscrit pleinement dans la définition de la guerre de K. von Clausewitz (population, belligérants, gouvernements). C'est l'idée que révèlent les colonels de COURREGES, GERMAIN et LE NEN.

Ils actualisent des principes de la guerre de FOCH : légitimation de l'action, adaptation au contexte local, marginalisation de l'ennemi. Leur application montre que l'emploi de la force et des capacités de combat ont toute leur place en COIN. Surtout, les guerres de COIN restent la « continuation des politiques par d'autres moyens ». Celles qui ont été des succès ont à la fois respecté les principes de la COIN mais surtout fait converger positions politiques et militaires.

L'ultime chapitre a trait à la « responsabilité de protéger ». Pour Charles OLSON, l'action de protection des populations s'explique avant tout pour justifier un acte de force : le fait de protéger justifie l'action de soldat et de violence. De plus, il semble délicat de rendre crédible cette volonté de protection, aux yeux des Afghans, compte tenu de l'insécurité suscitée par la présence de la force, mais aussi à cause des dommages collatéraux.

En définitive, cet ouvrage offre de nombreuses approches de la contre-insurrection et donne des pistes de réflexion pour cette thématique qui est l'un des enjeux actuels des principales armées occidentales. Il souligne la difficulté que les principaux acteurs rencontrent : arbitrer entre une approche « militaro-centrée », et une approche axée sur la population et les contraintes socioculturelles.

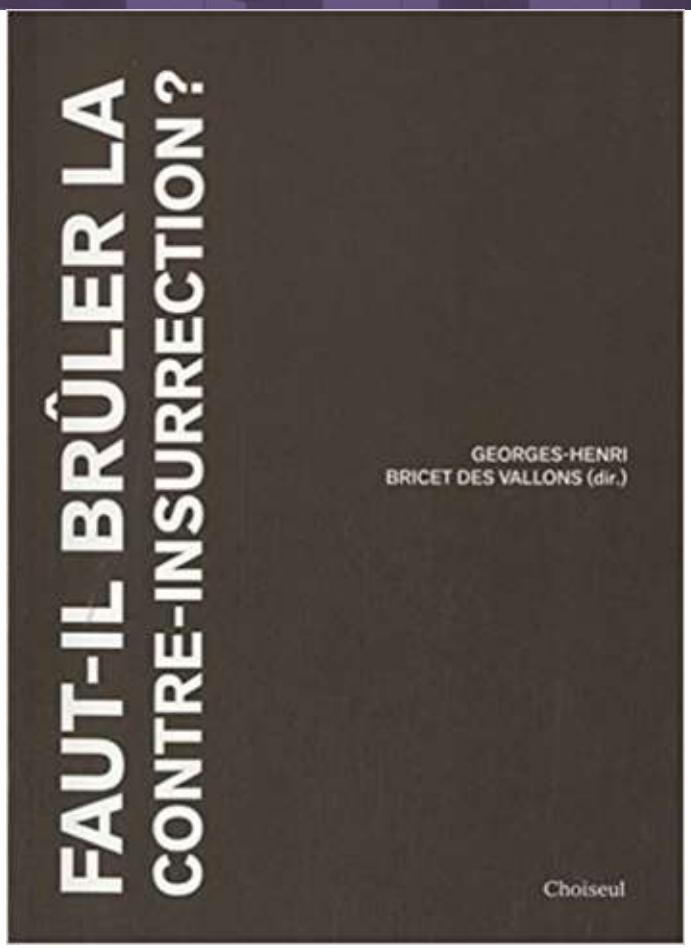
[2] OMLT: Operational Mentoring team.

Retour à la Table des matières

**3/ ANALYSE – AVIS DU REDACTEUR**

Ouvrage aux sources variées, « Faut-il brûler la contre-insurrection » traite de manière exhaustive d'un thème actuel qui touche directement nos forces.

Malgré certaines approches que l'on aurait pu attendre de 308 pages d'articles de fond, il offre au lecteur une véritable plus-value car il donne une vision claire des origines et des applications de la doctrine de contre-insurrection aujourd'hui. Enfin, sans insister sur cette notion, il dévoile une bonne vision de l'approche globale.




**Ce que l'on était en droit d'attendre : davantage de réponses et de prises de position**.

Confrontés à la thématique très actuelle « faut-il brûler la contre-insurrection », les auteurs font bien apparaître les difficultés de la théorie qui oscille entre un choix porté sur les populations et un choix plus « cinétique », employant préférentiellement la force. Le sujet est délicat et il semble tout aussi **difficile d'avoir un avis tranché sur la question.** C'est un peu le sentiment général qui reste une fois la lecture de l'ouvrage achevée. Ainsi, il aurait été peut-être intéressant de trouver une réponse française à la question, qu'elle soit pour ou contre. Même s'il est contesté, le point de vue du Général DESPORTES sur le sujet aurait ainsi pu offrir une vision à la marge.

De plus, une conclusion répondant directement à la question et synthétisant les avis aurait pu offrir une ouverture intéressante et susciter *in fine* davantage le débat et la réflexion.

Ensuite, on peut reprocher que certains chapitres soient peu synthétiques, ceci étant dû à la transcription voire la traduction de conférences ou d'articles anglo-saxons conceptuels. Ainsi, l'article sur la Généalogie atlantique de la COIN est très dense et assez redondent. Enfin, sur ce point, il est assez regrettable que l'on ne puisse pas connaître davantage les points de vue britannique (très marqué par les théâtres afghan et irakien) ou allemand (limité par de nombreux CAVEATS dans leur action afghane).

Il faut noter que ce type d'ouvrage n'est pas intemporel et peut très bien être rapidement dépassé, au gré des vicissitudes de l'actualité : la contre-insurrection, plus qu'une doctrine ressemble à une mode qui souvent réinvente l'existant.

**Les intérêts : un puits de connaissances du bon niveau.**

Il faut tout d'abord souligner enfin que le directeur de l'étude comme certains de ses collaborateurs semblent être les spécialistes des questions de défense de demain. Il est donc opportun de connaître leur réflexion et leur cheminement intellectuel.

L'ouvrage constitue un excellent recueil pour un officier intéressé par une des questions militaires du moment : la contre-insurrection. Il ne se limite pas à la seule AFGHANISTAN et le livre ouvre de nombreuses pistes de connaissances à approfondir (le cas Birman, la guerre du Vietnam, la campagne du Maroc). Ensuite, il permet d'avoir une bonne vision des manuels doctrinaux (notamment US) qui sont la colonne vertébrale de cette théorie. Enfin, il donne un éclairage intéressant de l'influence française notamment de celle du COL TRINQUIER ou du LCL GALLULA.

Retour à la Table des matières

Le livre s'inscrit bien dans le cadre de l'apprentissage de l'approche globale : il souligne l'importance à porter à la fois sur le terrain, sur les aspects sociologiques humains tout en conduisant une action purement guerrière.

Ce livre coïncide avec des réflexions très actuelles et notamment celle portant sur la dialectique de l'action dans « la guerre » et dans « une guerre ». Il met bien en avant ce qui est régulièrement repris par le Général CEMAT ou le Commandement des forces terrestres : ce n'est pas parce que l'on est confronté à une guerre que l'on doit désapprendre la guerre. C'est aussi la vision de David H. UCKO.

Ensuite, il montre tout l'intérêt à porter au retour d'expérience dans toute forme d'opération. Il est ainsi évident de souligner la méconnaissance des Etats-Unis dans ce domaine, en amont du conflit du Viet-Nam palliée par l'intérêt porté par la connaissance et l'expérience française sur le sujet.

Sur le plan des sciences humaines, le lecteur n'est pas en reste car cet ouvrage offre l'occasion de prendre conscience d'aspects aussi bien historiques, que philosophique. Il retrace des approches parfois méconnues d'événements récents (la deuxième guerre d'Irak, l'évolution de la présence française en AFGHANISTAN) ou découvre la pensée de Carl SCHMITT à l'aune d'un conflit récent.

L'ouvrage donne enfin une vision nouvelle et une approche critique sur un thème que l'on a tendance à mettre en exergue à tout prix. Il est à ce titre intéressant de souligner la guerre des points de vue chez les Américains qui sont très peu unanimes : il semble régner une forte indépendance d'esprit au sein de cette troupe.

« Faut-il brûler la contre-insurrection », articulé en une série d'articles, se lit sans difficulté. Ce livre de bon niveau ouvre le débat et suscite la réflexion. Il semble tout à fait adapté au niveau stagiaire CSEM et Ecole de guerre car il donne des approches très actuelles qui touchent en particulier l'aspect de l'approche globale. Ainsi, le lire au sein du module de stabilisation semble judicieux, même s'il n'est pas un incontournable.

Retour à la Table des matières

## LES BLOGS / vue sur internet

***(Attention, la plupart de ces vidéos montrent crument les effets létaux des armes d'aujourd'hui. Ceux qui ne supportent pas la vue du sang ou d'hommes morts devraient s'abstenir de les visionner)***

Voir les liens dans les articles.

N'hésitez pas à nous faire découvrir un blog.

Contre-insurrection :
http://ultimaratio-blog.org/archives/8119

https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwjNjNPtqOfTAhWJLhoKHWKFDXEQFgg6MAI&url=http%3A%2F%2Fwww.cicde.defense.gouv.fr%2FIMG%2Fpdf%2F20130417_np_cicde_dia-3-4-4a-coin.pdf&usg=AFQjCNGrKRId7pb1rrKMhSU70gIhd55GHQ

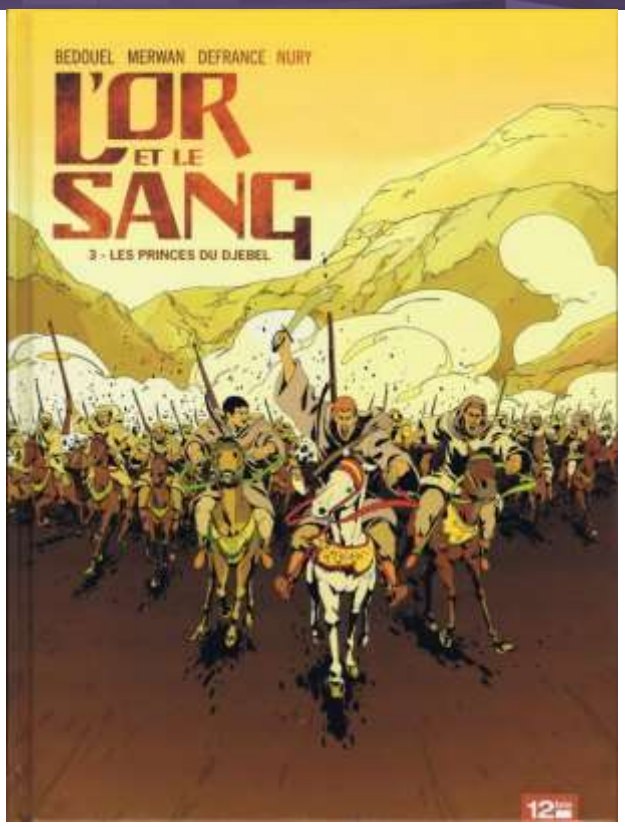
http://www.a-lire.info/monde/contre_insurrection.html

https://rha.revues.org/7526

https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=11&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwiF1vXBqefTAhWCtBoKHUJwApQ4ChC3AggoMAA&url=http%3A%2F%2Fwww.ina.fr%2Fvideo%2FCAF86015674&usg=AFQjCNGvsWIKmv0ujs0aGlMAfJFhrHFZjw

https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=video&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwjR1KT6qefTAhUBChoKHZ-JCD4QtwIIIjAA&url=https%3A%2F%2Fwww.youtube.com%2Fwatch%3Fv%3DhusHEd58hss&usg=AFQjCNEiEOLlHln6r3QSnDKz5Ut8D-HNhQ

http://www.arcinfo.ch/articles/suisse/visite-au-village-d-entrainement-de-l-armee-suisse-nale-dans-le-jura-666327




## BD : L'or et le sang

Léon et Calixte, deux amis, partent à l'aventure au Maroc alors que le pays est à feu et à sang. Une œuvre forte, intelligente, passionnante et épique : l'aventure comme on n'en fait plus.
L'histoire :
*L'appel du large* : Léon Matilo se souvient de son terrible passé pendant la première guerre mondiale. Comme un imbécile, il s'était porté volontaire pour faire la guerre et avait quitté la Corse... Une décision qu'il regrette amèrement aujourd'hui. Il a pris l'étrange habitude de donner un peu de vin à un hérisson. Une tradition qui pourra leur sauver la vie, car ce hérisson se terre dès que le sol vibre. Et justement, il s'échappe du casque de Léon, ce qui annonce une offensive des boches !

*Inch'Allah* : L'arudj arrive enfin au Maroc avec sa livraison d'armes. Léon et Calixte de Prampéand sont impatients d'arriver, mais il faut d'abord passer les douanes. Pourtant, tout se passe étonnamment bien. Les deux comparses attendent dans un bar l'arrivée de leur acheteur, un certain Paolucci, une grande figure locale.

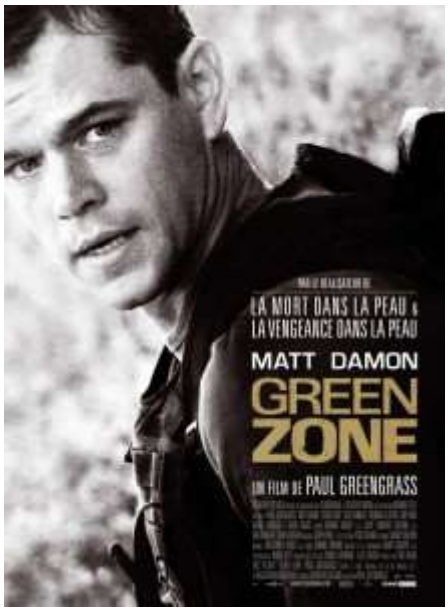
*Les princes du Djebel* : Léon et Calixte commencent à dominer les terres de Tanger. Leur stratégie est simple : arrêter des soldats espagnols, offrir une rançon et payer de nouvelles armes avec la complicité de l'armée française. Grâce à ces armes, les troupes deviennent plus puissantes et peuvent battre plus facilement les Espagnols. Rien ne leur résiste et les soldats du Rif arrivent cette fois devant la grande place forte de Chefchaouen. *Khalil* : Léon s'enfuit avec l'avion de Gonzague. Mais ce dernier, précipité par les événements, n'a pas eu le temps de faire le plein. L'avion s'écrase au sol peu de temps après. Ils ont quitté le territoire sous domination française. Des cavaliers rif arrivent, mais de quelle tribu ? Léon comprend que ce sont les violents Temsamanes. Gonzague est exécuté, tandis que Léon est amené au chef, Mulay El-Raissouni. Il va utiliser Léon pour tendre un piège à Calixte...

Retour à la Table des matières

Alors qu'il travaillait sur la fameuse série, *Il était une fois en France*, Fabien Nury s'est attaqué à un autre sujet colossal : la guerre du Rif au Maroc. Glénat (qui a repris les droits à 12 bis à partir du tome 4), a aujourd'hui la bonne idée de publier l'intégrale de cette épopée berbère somptueuse. L'occasion d'admirer le talent de Nury à travers la Grande Histoire. Avec beaucoup d'habileté, le génial scénariste, accompagné de Maurin Defrance, mêle Histoire et fiction. Cela commence par l'évocation de la guerre des tranchées et son lot de scènes bien connues. Puis l'intrigue se déplace rapidement en Afrique du Nord, au Maroc. Peu connue (et bien moins que la guerre d'Algérie), la lutte du Rif contre les troupes espagnoles et françaises a fait rage entre 1921 et 1926. A travers le destin de deux têtes brûlées qui cherchent l'aventure, Nury retrace les grandes étapes de cette lutte d'indépendance. On croise ainsi quelques grandes figures historiques, comme le général Franco ou Pétain. Cependant, l'œuvre n'est pas une simple reconstitution historique, bien au contraire. Comme son titre l'indique, c'est un grand souffle d'aventures qui traverse la série. Léon et Calixte deviennent des pirates de l'ère moderne et utilisent la ruse et la force pour s'imposer au Maroc. Trafic d'armes, batailles sanglantes, abus de pouvoir, enlèvements, emprisonnements… les péripéties sont légion et le rythme proprement épique. Bénis par les Dieux, nos deux héros traversent les guerres et les balles et reviennent toujours victorieux. La narration est très cinématographique, Nury emprunte ses idées à de nombreux films : à mi-chemin entre *Lawrence d'Arabie* et *L'homme qui voulut être roi* pour l'aventure exotique, c'est aussi une histoire de révolte comme dans *Il était une fois la Révolution*. Malgré l'avalanche d'actions et de scènes pétaradantes, le scénariste développe également la psychologie de ses personnages. La peinture de l'amitié est sublime et rappelle là aussi un film : *Il était une fois en Amérique*. Les deux amis vont grandir ensemble et faire les quatre cent coups jusqu'à leur séparation et leur différence d'opinion. L'œuvre est également une incroyable évocation du monde arabe. Cassant les préjugés français, Fabien Nury montre les coutumes du Maroc et convertit même son personnage principal à l'islam. Cet hymne à la tolérance est étonnamment moderne : le souffle de l'aventure et la soif de liberté sont des belles valeurs, mais elles ne valent rien devant l'humain. Le dessin est lui aussi très moderne. Le trait de Merwan et Fabien Bedouel est nerveux et le découpage très cinématographique. Les scènes de batailles sont particulièrement impressionnantes, mais les plans des visages sont également très expressifs et pleins d'émotions. L'intégrale contient également quelques annexes qui reprennent une exposition de l'œuvre à Angoulême, commentées par Fabien Nury en personne. Une intégrale riche et sanglante : un véritable chef d'œuvre !

Retour à la Table des matières

## Film : Green zone (2010)




**FILM DE :** Paul Greengrass
**PAYS :** USA
**GENRE :** Guerre, Politique
**AVEC:** Matt Damon, Brendan Gleeson, Amy Ryan, Greg Kinnear, Khalid Abdalla, Jason Isaacs, Igal Naor…
**SCÉNARIO:** Brian Helgeland
**MUSIQUE:** John Powell

**SYNOPSIS :** Le commandant Miller est à le tête d'un groupe de recherche d'armes de destructions massives. Il reçoit des feuilles de route basées sur des renseignements qualifiés de très fiables. Mais pour la troisième fois il tombe sur un lieu qui ne contient pas ce genre d'armement (chimique, bactériologique ou nucléaire). Le commandant Miller lors d'un briefing pose la question sur les origines des informations qu'il reçoit et doit traiter. Un général lui répond vertement que son boulot n'est pas de s'interroger sur sa mission mais d'accomplir sa mission. A l'issue de ce briefing Martin Brown un homme de la CIA contacte Miller. Il le veut dans son équipe. De son côté Lawrie Dayne une journaliste cherche à savoir auprès des autorités américaines qui est « Magellan » l'informateur sur lequel s'est basée l'invasion de l'Irak, qu'on a promis de lui présenter, mais qu'elle n'a toujours pas rencontré…

**CRITIQUE :** Un peu d'histoire si vous le voulez bien avant d'attaquer la critique du film à proprement parler :
La guerre d'Irak est initiée le 20 mars 2003 par l'administration de George Bush Jr. appuyée par le gouvernement britannique de Tony Blair. Invasion à majorité occidentale (quelques pays du golfe persique ont appuyé les Etat-Unis et la Grande Bretagne) basée sur de faux rapports à propos d'armes de destructions massives (Weapons of Mass Destructions) (WMD), relayés par des mensonges d'Etat et animée par un désir irrépressible d'anéantir le pouvoir du dictateur Saddam Hussein à n'importe quel prix.

Les médias ont été intoxiqués par de faux documents, des sources sûres se révélant après plusieurs mois de recherches vaines de MD non fiables, parfois bidonnées. Mais surtout l'administration Bush Jr. était noyautée par les faucons dont beaucoup avaient des intérêts soit dans l'industrie du pétrole soit dans celle de l'armement (Dick Cheney vice-président, Donald Rumsfeld secrétaire à la défense, Paul Wolfowitz le plus exalté, et Richard Perle l'idéologue pro-israélien de ces ultra-conservateurs) qui vont déclencher une « *guerre préventive* » contre une partie de « *l'Axe du mal* » où l'on y met pèle-mêle Afghanistan, Iran, Irak et Corée du Nord. Mais aussi à moindre échelle le Liban, La Lybie, la Syrie, l'Arabie Saoudite, Cuba et le Venezuela. Voici pour le tableau.

Retour à la Table des matières

Le film met donc en image les conséquences de cette vaste fumisterie : des soldats qui perdent la vie ou sont blessés pour des armes introuvables, le démantèlement d'un pays (l'Irak) en anéantissant toute structure militaire et administrative et qui laisse place aux empoignades tribales ou religieuses (chiites contre sunnites). Puis un Etat en perpétuelle guerre civile. Sur fond de thriller, la recherche de WMD qui se transforme en chasse à l'homme (un des principaux généraux de Saddam Hussein), pour finir en film politique contre les agissements de l'administration Bush Jr. Le film est accrocheur et efficace.
Le spectateur suit ce commandant Miller (superbement interprété par Matt Damon) qui à chaque site supposé contenir des WMD ne trouve rien et commence à se poser des questions sur la fiabilité de la source de renseignement. Ainsi se met-il à dos sa hiérarchie, et les fonctionnaires de l'Etat chargés d'appliquer la politique de Washington à Bagdad. Film spectaculaire et dont la reconstitution de Bagdad au Maroc relève de la prouesse. Le spectateur est plongé dans ce pays schizophrène à la fois soulagé d'être débarrassé d'une des pires dictatures du moment et d'être envahi par des hommes paranoïaques, violents et d'une culture trop différente.

Le scénario signé Brian Helgeland réalisateur du très bon thriller « Payback » (1999) est très bien construit. Limpide dans ses méandres politico-militaires. Et très engagé contre cette guerre dont la légitimité reste discutable puisque basée sur une (auto)intoxication des services de renseignements.
Paul Greengrass abuse un peu trop des effets de caméra à l'épaule et des filtres sur les objectifs. Mais il a un sens véritable de la mise en scène, remplissant les premiers plans comme les seconds, d'une foule d'informations.

Le film reflète avant tout le dégoût du britannique Paul Greengrass qui a soutenu Tony Blair dans sa politique belliciste, avant de savoir que les informations qui appuyaient cette volonté d'intervention en Irak était fondée sur des rapports faux ou truqués. John Powell trouve une musique efficace qui sert à propos le film. Cependant elle n'offre pas un grand intérêt en dehors du film.

**LA SCÈNE D'ANTHOLOGIE :** La rencontre du commandant Miller avec ce qui sera sa source et son interprète. Le dénommé Freddy. Un irakien heureux d'être débarrassé de Saddam Hussein mais qui ne comprend pas la façon qu'ont les Etats-Unis de gérer l'après conflit et de commettre des bavures qui rendent la population hostile à leur présence.

**L'ANECDOTE :** Le film du duo Paul Greengrass-Matt Damon après les hits internationaux des deuxième et troisième volets de la saga « Jason Bourne » : « La mort dans la peau » (2003) et « La vengeance dans la peau » (2007) a été un échec commercial aux Etats-Unis. Là-bas on n'aime pas que le pays soit dans le rôle du bad guy.

Retour à la Table des matières

## Hollande l'Africain

*Christophe Boisbouvier, Paris, La Découverte, 2015, 224 pages.*

François Hollande prône la « doctrine par l'exemple » dans la mise en œuvre de sa politique africaine. Serait-ce un mélange d'héritages réinterprétés, entre Mitterrand et Jospin, d'équilibrisme *ad hoc*, de principes revus à l'aune de la *Realpolitik* ? Pour comprendre ce président finalement fort « normal » au regard de ses prédécesseurs, Christophe Boisbouvier revient sur son parcours africain, de ses premiers faits d'armes sous Mitterrand jusqu'à ses difficultés récentes à se démarquer de partenaires africains fort mal élus.
On apprend ainsi que, au cabinet du secrétaire d'État porte-parole du gouvernement, Hollande défend l'intervention Manta au Tchad. En 1996, il contribue aux efforts du cabinet Mignard pour renégocier en faveur du Tchad son contrat avec Exxon-Shell-Elf. Surtout, représentant du PS auprès de l'Internationale socialiste, il se constitue un premier réseau africain qui, comme son stage de l'ENA en Algérie en 1978, détermine plus sa vision de l'Afrique que ses rares voyages en Somalie et au Sénégal. Sa première vraie décision en matière de politique africaine consiste à soutenir Gbagbo jusqu'en octobre 2004.

Mais l'intérêt du livre ne réside pas d'abord dans ces anecdotes – qui prouvent que, même pour un politique français sans grand intérêt pour l'Afrique, il est difficile de ne jamais s'y confronter. Non, ce qui fascine dans ce livre c'est de voir comment l'Afrique rattrape même ceux qui ne s'y intéressent pas, et comment il est difficile de repenser et renouveler la politique africaine de la France, même ou surtout quand on est un homme « neuf » qui voit dans l'Afrique un espace « où il n'y a que des coups à prendre ».

Hollande est élu sans autre politique africaine que : « mettre fin à la Françafrique », aux interventions militaires, aux réseaux et aux relations privilégiées avec des dictateurs. Trois ans après, la France est intervenue au Mali et en Centrafrique. Les réseaux et les intermédiaires n'ont plus officiellement droit de cité, réduisant ainsi le risque de privatisation de la politique africaine de la France. Mais, comme le montre l'auteur, de nouveaux réseaux ou intermédiaires ont pris une importance nouvelle, comme l'Internationale socialiste ou certains avocats, communicants, consultants, ou même compagnies de service de sécurité et de défense proches du président ou de ses ministres. Enfin, alors que le Burkina Faso avait été intelligemment valorisé par Paris pour affirmer la fin du soutien aux présidents tentés de faire sauter le verrou constitutionnel des deux mandats, cet engagement de principe de Hollande a vite été mis de côté au profit d'une approche moins engagée, voire complice, des régimes en place, surtout quand la question du changement constitutionnel ne s'y pose plus. Quand Le Drian explique à l'auteur qu'il « flirte mais […] ne couche pas », n'entend-on pas un résumé efficace de cette relation compliquée entre la France de l'Hollande et ses partenaires africains, auxquels il faut bien payer les services rendus ?

Ainsi lorsque Juppé raillait l'opposition socialiste en lui reprochant de faire « un mauvais copier-coller de la droite », il posait une vraie question : comment faire une autre politique africaine, quand l'obsession reste la « grandeur de la France », cette idée mitterrandienne que « sans l'Afrique il n'y aura pas d'histoire de France au xxi$^{e}$ siècle » ? Christophe Boisbouvier ne répond pas à cette question, mais donne de nombreuses clés pour y réfléchir.

Posted on 23 March 2016 by Aline Lebœuf
**Source :** ICI

Retour à la Table des matières

# DEUXIEME PARTIE : HISTOIRE

## Développer une vision française de l'art opératif : s'inspirer de l'esprit du maréchal LECLERC.

L'armée française s'est longtemps contentée de l'idée de « *grande tactique* » pour penser l'art de la guerre, oubliant, de fait, l'échelon opératif. Néanmoins, cet héritage semble aujourd'hui ne plus influencer sa manière de concevoir et même de conduire les opérations sur les théâtres d'engagement contemporains ou à l'occasion de crises qui secouent, par exemple, le continent africain. Ces derniers sont en effet parfaitement dimensionnés pour s'adapter aux exigences de l'opératique, cet échelon intermédiaire entre la tactique et la stratégie et ce, de par l'étendue des territoires concernés (le Mali représente près de 3 fois la France), du fait des contraintes des milieux traversés (déserts, massifs montagneux, brousse, marécages fluviaux), de la diversité des populations et des environnements humains rencontrés (des mégalopoles surpeuplées et miséreuses aux camps de nomades en passant par les villages isolées) mais aussi par la multiplicité des adversaires potentiels (armées conventionnelles, groupes armés terroristes, bandes criminelles, milices d'auto-défense, foules violentes, mercenaires, forces paramilitaires,…) auxquels les militaires sont confrontés.

La France s'est effectivement dotée de PC opératifs au travers de ses EMF[3] nationaux ou des CRR[4] multinationaux et, depuis les déploiements en Ex-Yougoslavie, au Kosovo et en Afghanistan, elle s'est bâtie une doctrine opérative largement influencée par la pensée anglo-saxonne et otanienne. Mais cette méthode de raisonnement est-elle adaptée à la culture militaire de notre pays (que d'aucuns appellent l'« *exception française* ») ainsi qu'au format des forces que nous engageons actuellement mais également aux situations conflictuelles qui émergent sur l'arc de crise défini dans le Livre Blanc ?

Pour répondre à cette question, une fois de plus, l'histoire militaire apporte ses enseignements même s'il ne s'agit pas de copier ce qui s'est fait à d'autres époques mais de retrouver l'intention, la posture intellectuelle et morale qui ont permis d'amener le succès à nos anciens. Dans ce cadre, l'action du maréchal Leclerc, en Afrique tout d'abord, avec les prémices des forces françaises libres, pendant les combats de la 2ème DB sur le sol national puis au cours de la reconquête de l'Indochine en 1945 par le CEFEO5, demeure la clé de ce qui pourrait devenir l'esprit de l'art opératif français.

De ce fait, si l'histoire militaire française n'est guère enrichie par la culture opératique, nous verrons que la France s'est rapidement adaptée aux procédures d'outre-Atlantique mais doit maintenant renouer avec l'héritage de l'esprit « *Leclerc* » pour élaborer une vision pragmatique et innovante de l'action opérative.

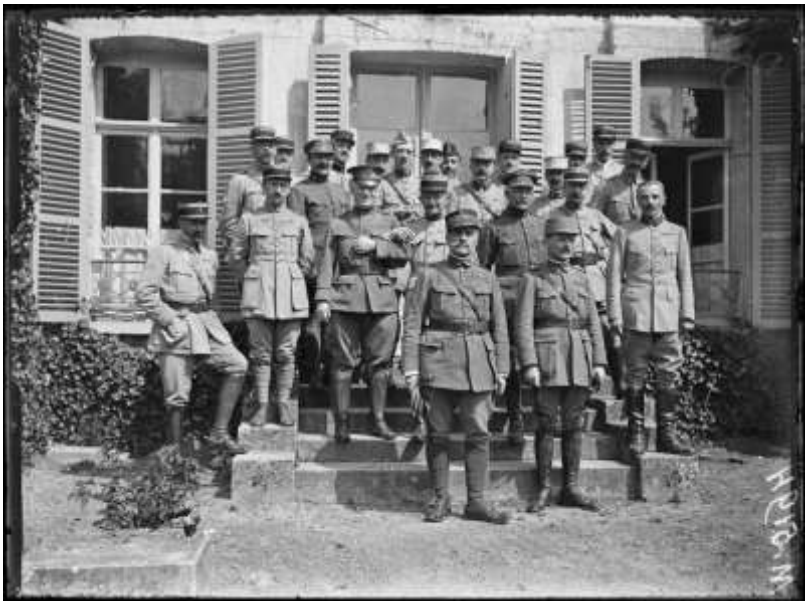
### 1- La « grande tactique » dans la pensée militaire française.

Le crédo français de la « *grande tactique* » va polluer la pensée opérative française jusqu'en 1940, ne permettant pas aux grands chefs d'anticiper les évolutions dans la conduite des opérations et imposant, à chaque grand conflit, un effort d'adaptation au fil de l'eau.

[3] Etat-major de force de niveau 2.
[4] Corps de réaction rapide de niveau 1.

Retour à la Table des matières

Dès le XVIII$^{ème}$ siècle, les praticiens de la guerre, en France, pressentent la nécessité de réfléchir à un échelon intermédiaire entre la stratégie et les manœuvres du champ de bataille et ce, afin de mieux coordonner des armées de plus en plus nombreuses et dotées de moyens complémentaires (artillerie par exemple). Mais cette initiative ne se concrétise que par la recherche de nouvelles organisations ou types d'unité comme les divisions de Victor de Broglie en 1760 ou celles de Bourcet figurant, en 1771, dans ses « *Principes de la guerre en montagne* ». Ce dernier ouvrage part du postulat que les forces devront, à l'avenir, être engagées et se battre sur des compartiments de terrain de plus en plus cloisonnés et dépassant les échelles convenues dans les combats passés. Si l'ambition est bonne, une fois de plus, elle se focalise sur la constitution de grandes unités interarmes sans état-major conséquent et dont l'autonomie se limite à la mise en œuvre des missions fixées par un commandement hyper centralisé.



Napoléon, à la tête de sa « *Grande Armée* » symbolise parfaitement cette évolution, lui qui, lecteur assidu de De Guibert, au-delà des simples divisions, va bâtir jusqu'à 7 corps d'armée, dotés chacun d'une quarantaine de canons, d'unités divisionnaires d'infanterie, de brigades de cavalerie et d'une intendance adaptée à leurs besoins. Fort de cet outil manœuvrier, il a compris la nécessité de prendre de vitesse ses adversaires avant l'engagement, de les placer dans l'incertitude de ses propres intentions par des marches et contremarches sur des centaines de kilomètres. S'il a gagné ses campagnes avec les « *pieds de ses soldats* » c'est parce qu'il a intuitivement compris les fondamentaux de l'art opératif. En effet, il cherche à protéger ses « *lignes d'opération* », ses routes d'approvisionnement tout en préservant une réserve opérationnelle capable d'exploiter la faille adverse ou de renverser, au bon moment, le rapport de forces. Il applique, comme une ébauche de « *maskirovka*[6] », en avant de sa progression ou sur ses flancs, un rideau de cavalerie légère chargé de recueillir du renseignement mais surtout d'aveugler les reconnaissances ennemies. Convaincu que l'attaque frontale ne peut être envisagée qu'en dernier recours, ses modes d'action recherchent souvent l'enveloppement puis la recherche d'un point de rupture (assez proche du « *Schwer Punkt*[7] » allemand). Malheureusement, privé de son chef et de sa coordination, les corps d'armée, livrés à eux-mêmes, peinent souvent, comme en Espagne ou lors de la campagne de France de 1814, à mettre en place des opérations adaptées à la situation ou complémentaires les unes des autres.

Mais l'illusion de cette « *grande tactique* » de circonstance va bercer l'art de la guerre français jusqu'à la défaite de 1870-1871 car les grandes unités rassemblées dans cette campagne ne s'appuient pas sur des états-majors de temps de paix et n'ont, *in fine*, jamais combattues ensemble avant les premiers combats. Face à elles, l'armée allemande s'est dotée d'un grand état-major et d'une doctrine commune (les cadres pratiquent déjà le « *Krieg spiel*[8]»et le travail sur carte) préparée par Von Moltke depuis plusieurs années et les officiers ont déjà « *pensé* » le théâtre d'opération au-delà de la simple bataille décisive avec une vision pré-opérative.

[6] Art de la ruse, du camouflage et de la déception dans l'art opératif russe.
[7] Point de rupture différent du centre de gravité, il est le point d'application de la concentration des efforts en tactique comme en opératique allemande.
[8] Jeux de guerre ou simulation des manœuvres dans le but d'en tirer des conclusions et des enseignements.

Retour à la Table des matières

Après cette défaite, à la fin du XIX$^{ème}$ siècle, le ministre de la guerre Freycinet décide alors de constituer des corps permanents et une inspection chargée d'évaluer leurs performances en temps de paix et ce, tout en favorisant la création de l'Ecole supérieure de guerre capable de former les futurs officiers d'état-major. C'est une révolution qui porte ses fruits en termes d'efficacité mais elle se limite, une fois de plus, à une vision élargie de la « *tactique pour les grandes unités* » (manuel d'emploi de 1913) avec un effort porté sur la mise sur pieds d'armées et de groupes d'armées. En outre, affaiblis intellectuellement par le culte de l'offensive à outrance, l'armée française et son chef, le général Joffre, vont, pour faire face à une attaque allemande, abroger le plan XVI (prévu comme un plan de campagne dans la durée et dans la profondeur). Malgré les critiques de certains tacticiens comme le général Lanrezac (qui sauvera, au détriment de sa carrière, les armées françaises en désobéissant) le commandement établit le plan XVII, simple attaque de grande ampleur concentrée sur un seul point qui ne résistera pas au mouvement tournant du plan allemand Schlieffen. Et pourtant, en conduite, l'armée française mène, sans le vouloir, des actions dans une dimension opérative, à l'image du miracle de la Marne où les moyens de communication, la mobilité des unités via le chemin de fer et la recherche du renseignement vont permettre au général Galliéni de frapper l'aile droite de l'armée Von Kluck, l'obligeant à battre en retraite. Quatre ans plus tard, lors de la bataille de Montdidier, le général Denenay, qui commande 15 divisions, 1600 pièces d'artillerie et deux bataillons de chars légers, va expérimenter la bascule d'effort sur l'ensemble de son fuseau pour briser le dispositif allemand. Attaquant d'abord sur le flanc gauche pour attirer les réserves ennemies, il lance ensuite une offensive à droite avant d'appuyer son effet majeur au centre. C'est ce type de schéma que les Soviétiques, princes de l'opératique, pratiqueront en 1944 et 1945 dans des opérations comme « *Bagration* » ou face aux Japonais en Mongolie.

Dans l'entre-deux-guerres, la pensée opérative française subit de nouveau les effets d'un héritage, celui de la victoire de 1918, censée être la recette du succès tactique avec, uniquement, en point d'orgue, la manœuvre et la puissance des appuis. Ce concept impose une centralisation des feux et la constitution d'une réserve stratégique d'artillerie à 56 régiments dès 1922. Pour les chefs militaires de l'époque, le champ de bataille doit être une structure stable et peu mobile qui se conjugue sur l'autel de la « *bataille méthodique* » (à l'instar de la bataille de la Malmaison conduite par Pétain en 1917) où la profondeur se limite à celle d'une armée (72 km) et pour laquelle chaque corps et chaque division se voit cantonner à une partie du front. Les réserves, quant à elles, ne sont engagées que pour « *colmater* » une éventuelle brèche mais jamais pour exploiter, envelopper ou surprendre un ennemi. La défaite de 1940 sonnera le glas de cette vision étriquée de la « *grande tactique* » pour, après 1945 et tout au long des décennies suivantes, favoriser l'apprentissage d'une opératique initiée par l'allié américain.

**2- <u>L'art opératif français tourné vers la vision anglo-saxonne.</u>**

Durant la période de la décolonisation, sur les théâtres d'Extrême-Orient ou d'Afrique du Nord, la France a développé sa propre vision opérative avec les enseignements tirés de la deuxième guerre mondiale et avec l'expérience de nombreux chefs militaires maîtrisant l'espace colonial. Elle a dû faire face à un adversaire irrégulier qui lui a imposé le combat au sein des populations, face à des guérillas en rase campagne, en jungle ou en zone urbaine.

Retour à la Table des matières

L'ancrage des militaires sur les territoires d'outre-mer et leur connaissance issue de la période coloniale les ont néanmoins à trouver des solutions pour contrôler le milieu ou mailler le terrain, adaptant les modes d'action aux rebelles (postes, bases avancées, hélicoptères, commandos de chasse) mais aussi en gagnant une partie des civils à leur cause ou en redécouvrant la guerre psychologique, les actions civilo-militaires (sections d'administration spéciales, …). Les résultats tactico-opératifs sont au rendez-vous, notamment si l'on considère l'efficacité du point de fixation que représente le camp de Na San en 1952 en Indochine qui va briser l'élan du Vietminh pendant plusieurs mois. C'est également le cas au regard du plan Challe en 1959 sur les « *Katibas* » du FLN[9] et de l'imperméabilité de la ligne Morice qui interdit à l'adversaire de rejoindre la zone des opérations mais également de soutenir logistiquement ses forces à partir de sanctuaires tunisiens.

Mais les retraits difficiles d'Indochine puis d'Algérie ont poussé l'armée française à oublier cet acquis opérationnel pour retrouver le terrain européen et la menace conventionnelle du Pacte de Varsovie. Engagés au sein de l'OTAN, les militaires français vont donc être largement influencés par le modèle américain de conduite des opérations. Avec la doctrine de l'« *Air Land Battle* » des années 1980 ils vont, dans un premier temps, concentrer la transformation de l'outil de combat sur une meilleure intégration interarmées, sur l'emploi de l'arme aéromobile et sur la création d'une « Force d'action rapide » capable de contribuer à l'attrition des échelons blindés et mécanisés soviétiques dans la profondeur. L'URSS, de son côté, défend toujours son art opératif hérité de la seconde guerre mondiale avec la recherche permanente de l'enveloppement afin de ne pas perdre de temps et afin de rechercher, à tous les niveaux le point de rupture qui sera exploité par les chars après une tête de pont établie par l'infanterie, elle-même largement appuyée par des moyens d'artillerie puissants (conventionnels ou pas d'ailleurs).

Mais avec la fin de la guerre Froide, les Occidentaux sont confrontés à la gestion de crises nouvelles, de conflits interethniques, de catastrophes humanitaires, à des Etats défaillants, des explosions ultra-nationalistes ou des guerres civiles en Afrique (Rwanda, Libéria…) en Asie (Cambodge, Timor) mais aussi en Europe (Ex-Yougoslavie, Kosovo). L'allié américain, mais surtout la capacité d'adaptation des états-majors de l'OTAN et, dans une moindre mesure de l'ONU, impose ou initie une nouvelle vision opérative dans la gestion de ces situations violentes pour lesquelles l'ennemi est difficilement identifiable, les civils demeurant imbriqués au sein des factions, tantôt victimes, tantôt soutien. Dans un contexte juridique contraint et des règles d'engagement restrictives, l'effet final recherché s'énonce souvent avec des contours flous puisqu'émanant d'un consensus politique international fragile ou d'organisation technocratiques et éloignées des réalités du terrain. Les PC (postes de commandement) augmentent en volume et font apparaître, ou renaître, des fonctions opérationnelles singulières comme les actions CIMIC[10], les PSYOPS[11], les POLAD[12], les LEGAD[13] ou encore des unités de renseignements interalliées de type bataillons ISTAR et LOT[14]. En Bosnie par exemple, la SFOR (Stabilisation Force) comptera jusqu'à 32 000 hommes répartis en 3 aires de responsabilité dont près de 6 400 français, principalement affectés au sein de la DMNSE (division multinationale sud-est) de Mostar. Depuis Sarajevo, un état-major coordonne l'action des forces de l'OTAN afin d'assurer la sécurité et la mise en œuvre des accords de Dayton signés entre les belligérants en 1995. Plus tard, au Kosovo, après une phase d'engagement plus conventionnelle, la KFOR devra gérer la haine entre Serbes et Albanais allant jusqu'à assurer des missions de contrôle de foule dans les rues de Mitrovica. A chaque fois, l'emploi des armes, la force létale et la manœuvre tactique sont limitées à des missions de présence ou à un rôle de tampon entre adversaires d'hier.

---

[9] Front de libération nationale algérien.
[10] Actions civilo-militaires.
[11] Opérations psychologiques
[12] Conseiller politique du commandement
[13] Conseiller juridique du commandement
[14] Liaison and observation teams.

Retour à la Table des matières

Plus tard, latente et en perpétuelle mutation, la menace asymétrique (et terroriste) focalise l'engagement des armées et ce, après 2001, avec l'Afghanistan puis l'Irak sans oublier la confrontation entre Israël et le Hezbollah au Liban. Des forces considérables et d'importants moyens terrestres, aériens et parfois navals sont déployés pour combattre ce que l'on appelle les insurgés, avec une population parfois hostile, des références culturelles ou éthiques très différentes de nos sociétés, un environnement régional instable mais surtout des situations fortement complexes et extrêmement dégradées (souvent depuis plusieurs années voire des décennies) sur les plans sociaux, politiques, militaires et même économiques. Les états-majors otaniens, et la France par effet d'alliance, se sont ainsi structurés selon un modèle dit d' « *approche globale* » qui associe des lignes d'opération mélangeant des savoir-faire militaires (« *cinétiques* ») avec d'autres capacités, davantage du ressort de spécialistes civils (police, justice, administration, éducation, infrastructures,…). Les termes de gouvernance, de développement, de sécurité deviennent l'apanage des PC comme l'ISAF à Kaboul dont les effectifs pléthoriques planifient des actions qui vont de la lutte contre la corruption au « *mentoring* » des troupes locales, en passant par la sécurisation des axes, la protection contre le terrorisme, la réforme agraire ou la lutte contre les EEI[15].

Perdu dans ce que le général américain PETRAEUS appelait, avec dérision, les « *plat de spaghettis* » des théâtres d'opérations contemporains, les militaires occidentaux sont soupçonnés de vouloir imposer des modèles de société inadaptés aux pays concernés.

Ils ont donné le meilleur pour faire face et stabiliser les crises mais, si les méthodes de planification comme la GOP[16] puis la COPD[17] demeurent remarquables dans la compréhension du spectre des menaces, le rythme et l'exhaustivité de ces procédures ne permettent pas toujours d'obtenir un résultat sur un adversaire qui impose son « *tempo* » et s'adapte sans cesse aux coups qu'on lui porte. De la même façon, la pression des opinions publiques, le poids médiatique ou les perceptions des populations au contact de la force sont bien souvent plus dévastatrices que les efforts de communication opérationnelle ou les opérations dites d'influence entreprises par les soldats des coalitions.

Aussi, alors que la France a démontré, depuis plusieurs années, sa capacité à agir de manière autonome pour contrer des foyers de crise émergents, comme au Sahel face aux groupes armés terroristes, il s'agit donc de fonder, sans renier l'apport de nos alliés et de notre doctrine, une « *vision nationale* » de l'art opératif. Celle-ci pourrait être héritée, en particulier, de l'esprit insufflé par le maréchal Leclerc alors que l'armée française cherchait à se rebâtir après la défaite de 1940.

### 3- <u>Vers un art opératif français irrigué par l'esprit « *Leclerc* ».</u>

Il est nécessaire, dans un premier temps, de définir l'esprit « *Leclerc* ». Cultivé en particulier par les anciens de la 2ème DB et par tous ceux qui ont servi sous les ordres du maréchal, c'est une certaine idée du métier de soldat et de la manière de s'approprier la mission. Surprise, initiative, vitesse, audace, prise de risque et foi dans le succès sont les principaux ingrédients de cette posture intellectuelle et de cette manière de commander.

[15] Engins explosifs improvisés.
[16] Global operational process
[17] Comprehensive Operations planning directive

Retour à la Table des matières

Celle-ci a d'ailleurs permis à ce grand chef de mener ses hommes à la victoire comme en témoigne son ancien subordonné et ami le général de Guillebon : « *Jamais aucune de nos décisions si soudaine soit-elle n'a été une improvisation. A partir du moment où il envisageait une opération, son esprit y travaillait sans arrêt, jour et nuit, car il dormait peu. Sans cesse, il revenait à son idée, regardant indéfiniment la carte, mesurant les possibilités que lui laissaient les approvisionnements et les moyens de transport, rêvant aux moyens de les augmenter. Il connaissait les limites que les distances, le terrain, l'état des véhicules et des approvisionnements lui imposaient. Il forçait nos limites par tous les moyens humains, mais il ne les niait pas. Il n'y a pas de miracle dans les campagnes de Leclerc, mais une merveilleuse préparation qui tenait compte de toutes les possibilités, les amenait à un rendement jamais atteint. Il a opposé nos camions à caisse de bois aux Panzer de Rommel ; d'un régiment quelconque de l'armée coloniale, il en a fait un régiment de légende ; il s'est imposé lui-même malgré les préventions et les doutes, non par un don surnaturel, mais par un ensemble de qualités et de vertus très humaines dominées par la volonté et la foi* »

Le maréchal Leclerc a également la hauteur de vue nécessaire pour sortir du simple prisme tactique et intégrer son action, ou ses manœuvres, dans le contexte opératif du moment. En effet, quand il débarque en Afrique en 1940 il entame le ralliement des unités présentes tout en portant la voix du général De Gaulle et une certaine idée de la France libre qui demeure encore à ses balbutiements. Au Tchad, il compose une force qui s'intègre à la manœuvre britannique en Afrique du Nord et qui va bousculer le dispositif italien en sud-Libye comme au Fezzan sur des échelles extrêmement grandes, coupant les points d'appui des troupes de Mussolini de leurs bases, voire les privant de moyens aériens (renseignement, bombardements). En France, aux portes de la capitale en 1944, il intègre les problématiques politico-militaires avec les Alliés pour influencer leur décision et libérer Paris. Il tisse également des liens particuliers avec les résistants qui ont lancé l'insurrection afin de coordonner les actions respectives. Pour vaincre son adversaire retranché dans Paris, son analyse du centre de gravité allemand démontre une perception opérative des belligérants puisqu'il s'agit de frapper, au cœur de la ville, au PC du commandant en chef, le général Von Choltitz. Engagé ensuite avec la 1ère armée française en Alsace, il participe au renouveau des forces françaises qui, par leur investissement, gagneront le droit d'être parmi les vainqueurs. Plus tard, à la tête du CEFEO, le maréchal Leclerc fait rayonner ses moyens comptés sur l'immensité du territoire Indochinois afin de prendre le contrôle des axes et des points névralgiques du pays. Il estime avec justesse que le centre de gravité opératif se situe au Tonkin et que la manœuvre militaire doit rapidement s'accompagner d'un effet politique cohérent.

Fort de ce constat, dans le cadre des projections à vocation opératives, l'armée française semble vouloir s'orienter vers une nouvelle approche qui pourrait largement s'inspirer de l'esprit « *Leclerc* ». Elle pourrait développer un style de manœuvre qui ne coordonne plus des moyens dans le cadre d'une planification lourde mais privilégie la combinaison, de manière réactive, des actions de natures différentes en fonction des lieux et des moments. Moins tributaire de la notion de volume de forces et de la gestion de fonctions transverses, le niveau opératif français pourrait organiser, selon un rythme cohérent, la conduite d'actions de fond sur le spectre politico-militaire mais aussi le développement d'opérations ciblées relevant tant du concept d'influence que des concepts de coercition et de dissuasion (ce que fît Leclerc avaec son artillerie devant Koufra en 1941, ou la prise de l'hôtel Meurice en 1944), et ce, afin de saisir les « *opportunités opératives* » (seconde campagne du Fezzan en 1942 et l'embuscade de la Force L contre la 90ème Pz allemande en 1943).

Retour à la Table des matières

Comme le maréchal Leclerc l'a pensé (en particulier en Afrique du Nord), la supériorité opérationnelle se gagnera, à l'avenir, par une plus faible emprunte des forces qui, déployées en périphérie des « *zones grises* », seront plus discrètes pour pouvoir surprendre l'ennemi dans ses sanctuaires ou ses couloirs de mobilité. Moins sensibles aux modes d'action asymétriques ou aux frappes terroristes, nos unités, modulaires dans leur format, à l'instar des groupements tactiques de la 2ème DB devant Paris ou du groupe nomade du Tibesti conduisant des coups de main sur Tedjere au Fezzan en 1940, priveront l'adversaire de l'initiative et donc de sa liberté d'action. La manœuvre par le renseignement et la combinaison des moyens interarmées permettra de cibler les objectifs, d'analyser les effets des opérations sur l'environnement, de frapper l'ennemi selon des tactiques indirectes dans des espaces élargis et aux dimensions importantes (Sahel par exemple). Le colonel Leclerc, à l'époque, l'avait d'ores et déjà pris en compte puisqu'il engageait, en 1914, ses bombardiers Blenheim depuis la base avancée de Zouar dans le Tibesti sur la profondeur du dispositif italien et que, comme le raconte le général Massu : « *Le colonel Leclerc prend le commandement d'une reconnaissance légère, avec une vingtaine de voitures, qui atteint la palmeraie de Koufra le 7 février 1941. Des renseignements sont obtenus auprès des indigènes du village, le radio du poste radiogonométrique est fait prisonnier* ». Dès lors, face à un adversaire irrégulier, la force morale comme la foi du maréchal Leclerc dans sa mission (serment de Koufra) ou sa devise « *Ne me dites pas que c'est impossible* » seront des atouts pour combattre, dans la durée, puis prendre l'ascendant sur tel ou tel groupe de combattants. Enfin, aujourd'hui, comme hier, il faut s'appuyer sur ceux qui maîtrisent le milieu, hier les troupes coloniales ou les FFI, aujourd'hui les forces partenaires des pays souverains travaillant aux côtés des unités françaises dans ce qu'on appelle l'assistance militaire opérationnelle (AMO). Cette forme d'échange de savoir-faire et d'expérience a d'ailleurs montré sa plus-value et tranche largement avec le « *mentoring* » d'autres opérations ou sur la formation « *in situ* » de troupes selon des standards otaniens. La mise en œuvre actuelle par la France, dans la BSS[18], d'un commandement et de moyens à dimension opérative, avec l'organisation de bases avancées et des opérations associant moyens ISTAR[19], troupes au sol, frappes air-sol, forces spéciales mais aussi détachements mixtes avec des armées africaines ou encore actions d'influence et coopération internationale politico-militaire, semblent tendre vers un renouveau de l'opératique à la française héritière du sens et des principes de l'esprit « *Leclerc* ».

Pour conclure, l'armée française n'a pas une histoire riche dans le domaine de l'opératique du fait des influences issues des penseurs du XVIIIème siècle et d'une priorité donnée à l'organisation des unités plutôt qu'aux procédés et aux objectifs de l'art opératif. Néanmoins, face aux évolutions de la guerre, en particulier au XXème siècle, certains chefs militaires ont instinctivement bâtit une approche particulière pour s'adapter à un adversaire conventionnel ou à des situations relevant plutôt de la contre-insurrection. L'influence anglo-saxonne a ensuite longtemps imposé une planification lourde et procédurière, limitant l'initiative au bénéfice de la recherche d'un consensus multinational. Face aux défis d'aujourd'hui ou de demain, et alors que la France s'engage souvent seule sur des théâtres d'opérations aux échelles extraordinaires et aux dimensions complexes, la perception visionnaire du maréchal Leclerc, et de l'esprit qu'il a transmis à ses unités de 1940 jusqu' à sa mort accidentelle, apparaît comme une approche adaptée aux défis des engagements opératifs français et transparait dans l'actualité opérationnelle du moment qu'il s'agit maintenant de pérenniser.

Par le colonel JORDAN
Chef de corps du 40eme RA**.**

https://www.penseemiliterre.fr/developper-une-vision-francaise-de-l-art-operatif-s-inspirer-de-l-esprit-du-marechal-leclerc-accessit-prix-leclerc-2014-_2015452.html

[18] Bande sahélo-saharienne.
[19] Moyens de reconnaissance d'origine image, électromagnétique, humain

Retour à la Table des matières

**Aix la chapelle 1944 : premiers contacts des Américains avec la réalité du combat en zone urbaine.**

La bataille d'Aix-la-Chapelle dura six semaines, du 16 septembre au 21 octobre 1944. Premier combat en zone urbaine majeur conduit par l'armée américaine depuis le débarquement en Normandie, il s'avère, sous de multiples aspects, riche en enseignements. D'ailleurs, suite à cette expérience, les forces armées américaines adapteront leurs structures de niveau bataillonnaire pour mieux intégrer la dimension urbaine aux futurs engagements qu'elles ne manqueraient pas de conduire dans le cadre de leur avance sur le territoire du 3ème Reich.

**1. AU CŒUR DE LA BATAILLE.**

**11. Situation générale.**

Depuis le mois d'août 1944, les forces alliées avaient réussi à se dégager des bocages normands pour conduire, en prolongement de l'opération Cobra, une manœuvre en direction du nord-Est de la France, avec pour premier objectif la saisie de la Ruhr, considérée à juste titre comme le poumon économique de l'Allemagne : au nord, le 21ème groupe d'armées (GA) britannique, sous le commandement du maréchal Montgomery, s'engageait en direction du nord par la Belgique, profitant des possibilités portuaires offertes et la proximité de sa base arrière tandis que le 12ème corps d'armée du général Bradley prévoyait de traverser la France via la Lorraine pour atteindre directement l'Allemagne. Ainsi, le général Eisenhower s'était engagé sur deux directions, sachant que l'axe le plus direct, passant par Aix-la chapelle, était initialement dévolu aux Britanniques.

Du fait des difficultés rencontrées par le 21ème (UK) GA à suivre le rythme rapide du 12ème (US) GA, fut décidée une modification des zones de responsabilité de ces deux unités et la prise en compte du corridor d'Aix par une unité du 12ème GA, à savoir la 1ère armée américaine du général Courtney H. Hodges

Retour à la Table des matières

**12. Situation particulière.**

A l'aune des nouvelles directives confiées au 12ème groupe d'armées, les Américains avaient prévu de rompre les lignes de défense allemandes pour prendre Cologne et s'emparer ainsi d'un point de passage sur le Rhin. Cette manœuvre passait de fait par Aix la chapelle.

Cette ville revêtait un caractère tout particulier aux yeux d'Adolf Hitler : d'une part, il s'agit d'une clef pour ouvrir l'accès au cœur industriel de l'Allemagne ; d'autre part, elle serait la première ville allemande attaquée au sol par les forces alliées. Enfin, Aix avait été la capitale de Charlemagne et de l'empire romain germanique de 813 à 1531. A ces titres, le Reich considérait cette ville comme un symbole et un effort serait réalisé pour rendre sa conquête sinon impossible, du moins extrêmement difficile.

La bataille d'Aix-la-Chapelle commença le 12 septembre. A cette date, le VII Corps américain du général COLLINS, appartenant à la 1ère armée, commença une pénétration du Westwall au sud de la ville dans l'espoir de percer rapidement à travers la plaine de Cologne et au-delà. Au 15 septembre, des éléments des 1ère DI et 3ème DB avaient achevé la pénétration, mais la progression était lente et les pertes conséquentes. Aix-la-Chapelle ne constituait pas, à ce moment, un objectif majeur. En effet, l'armée allemande, en cours de reconstitution, d'après les renseignements, semblait vouloir s'installer en défense ferme sur une ligne fortifiée, le Westwall1. Aix-la-Chapelle constituait elle-même une part du dispositif puisque les hauteurs est notamment avaient été fortifiées. En revanche, aucun travail de fortifications ou de contre mobilité sérieux n'avait été réalisé dans la ville elle-même.

Initialement, il n'était pas question pour les troupes américaines de s'engager dans un combat en zone urbaine dans la ville. En effet, l'objectif étant clairement la ville de Cologne, il fut décidé que cette ville serait contournée. Or, les fortifications du Westwall[20] furent plus difficiles à franchir qu'estimé initialement. En outre, le soutien logistique de la première armée commençait à se tendre dangereusement. De plus, le temps pluvieux ne permettait plus un soutien aérien permanent. Enfin, le dispositif allemand dans la ville s'était intensifié et, à compter du 17 septembre, les troupes du troisième Reich disposaient des capacités pour mener, à partir de l'espace urbain, des contre-attaques gênantes quoique limitées.

L'offensive américaine devant marquer une pause afin de sécuriser la zone arrière, il fut décidé, en dépit des difficultés déjà rencontrées dans la réduction des moyens défensifs installés sur les hauteurs, de conquérir la ville.

**13. Les forces en présence.**

Les forces allemandes.

Heureusement pour les Américains, la défense du centre-ville d'Aix la chapelle n'était pas une priorité pour les Allemands, qui se sentaient plus concernés par l'élimination des percées américaines dans le Westwall au nord et au sud de la ville. La garnison d'Aix la chapelle proprement dite consistait avant tout en la 246 Volksgrenadier Division, amputée de 4 de ses 7 bataillons d'infanterie. Les Volksgrenadier Division, qui apparurent pour la première fois dans l'ordre de bataille allemand à l'automne 1944, étaient des divisions hâtivement constituées, pour la plupart avec des survivants d'unités brisées dans diverses batailles. Ces unités n'avaient pas une dotation standard complète en artillerie, mais étaient abondamment pourvues à titre de compensation en armes automatiques et antichars.

Le commandant de la 246ème V.G. division était le colonel Gerhard Wilck. Ce dernier avait également sous ses ordres deux bataillons de forteresse (troupes statiques formées avec du personnel de seconde ligne), quelques éléments de personnels au sol de la Luftwaffe et 125 policiers locaux. Pour appuyer son infanterie, Wilck disposait aussi de 5 Panzer IV armés d'un canon à haute vélocité de 75 mm et de 32 pièces d'artillerie de calibres compris entre 75 et 150 mm. L'arme la plus dangereuse dans l'arsenal de Wilck était sans doute le Panzerfaust, une arme antichar sans recul délivrant un obus à charge creuse capable de percer 20cm de blindage.

Le principal défaut du Panzerfaust était sa faible portée - 30 à 80m – mais, dans un combat urbain rapproché, il pouvait se révéler extrêmement efficace.

[20] *Cette ligne était constituée d'environ 3000 postes de combat, bunkers et abris divers couvrant la frontière ouest de l'Allemagne et avait constitué, depuis 1936, une réponse à la menace que faisait peser l'armée française.*

Retour à la Table des matières

Wilck prit le commandement à Aix la chapelle le 12 octobre, un jour seulement avant l'assaut sur la ville. Il établit son QG dans le luxueux hôtel Quellenhof, situé au nord de la ville. La position de Wilck n'était pas très enviable : Hitler lui avait ordonné de défendre Aix la chapelle jusqu'à la dernière extrémité. Ses forces groupaient seulement 5000 hommes, de qualité inégale, si l'on excepte les renforts pouvant arriver au cours de la bataille.

Conscient que sa survie résidait dans le maintien d'une capacité à être renforcé depuis le Sud de Cologne, le colonel Wilck donc effort sur la partie nord de la ville au détriment du centre historique.

**Les forces américaines.**

L'unité chargée de cette opération était une des plus expérimentées de toute l'armée américaine : Le 26ème régiment d'infanterie (RI) de la 1ère division d'infanterie (DI) [21], commandé par le colonel John F.R. Seitz, était au front depuis le débarquement en Afrique du Nord du 8 novembre 1942. Deux des trois bataillons du régiment étaient disponibles pour la réduction d'Aix la chapelle : le 2ème bataillon commandé par le lieutenant-colonel Derrill M. Daniel (2/26), et le 3ème bataillon du lieutenant-colonel John D. Torley (3/26).

**Rapport de force initial.**

Bien qu'il ne le sache pas, Wilck surclassait les Américains en nombre dans un rapport de 3 à 4 contre 1. De plus, les deux bataillons du 26ème RI chargés de réduire la ville d'Aix la chapelle n'avaient aucune expérience du combat urbain.

La doctrine officielle américaine n'offrait aucune référence sérieuse pour le combat en zone urbaine dans les grandes agglomérations. Ceux-ci ne traitaient que des petites localités et villages et recommandaient d'ailleurs d'éviter les villes, au pire de les envelopper, en aucun cas de mener une attaque frontale. Les manuels évoquaient des procédures méthodiques et intensives d'appui-feu, la décentralisation des actions avec un réalignement régulier le long des grands axes, le recours indispensable aux structures interarmes. Le problème résidait dans le fait que les troupes américaines n'avaient pas reçu la formation adéquate.

**14. Description du terrain.**

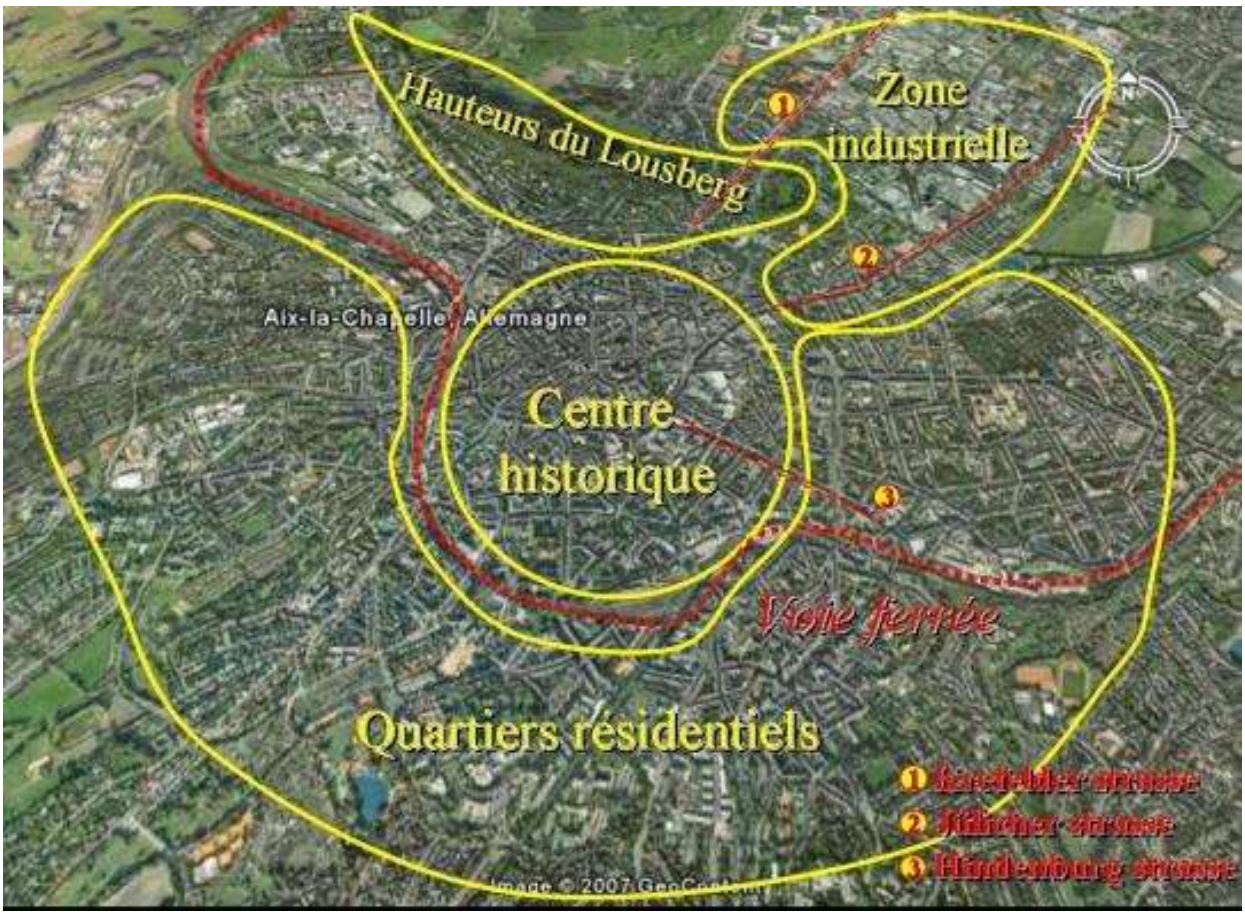
A l'époque, Aix-la-Chapelle était constituée de trois espaces urbains différents : le cœur de la vieille ville historique est articulé autour de bâtiments extrêmement resserrés entrecoupés des rues étroites et irrégulières. Au nord, l'espace, dominé par les hauteurs du Lousberg, était beaucoup plus ouvert, avec de larges rues, des espaces verts et des constructions modernes, le plus souvent des hôtels et des stations thermales. Enfin, des zones pavillonnaires et quelques espaces industriels (usines) enserraient la ville[22].

Il est à noter que lorsque les troupes américaines arrivèrent devant la ville d'Aix-la-Chapelle, en dépit de bombardements aériens réguliers, 20 000 civils4 étaient encore bloqués dans la localité.

[21] *La fameuse « big red one ».*

[22] *La configuration de la ville n'a pas changé, en dépit des destructions résultant des combats. Une carte actuelle sera donc utilisée sans que les enseignements tactiques n'en soient modifiés.*

Retour à la Table des matières



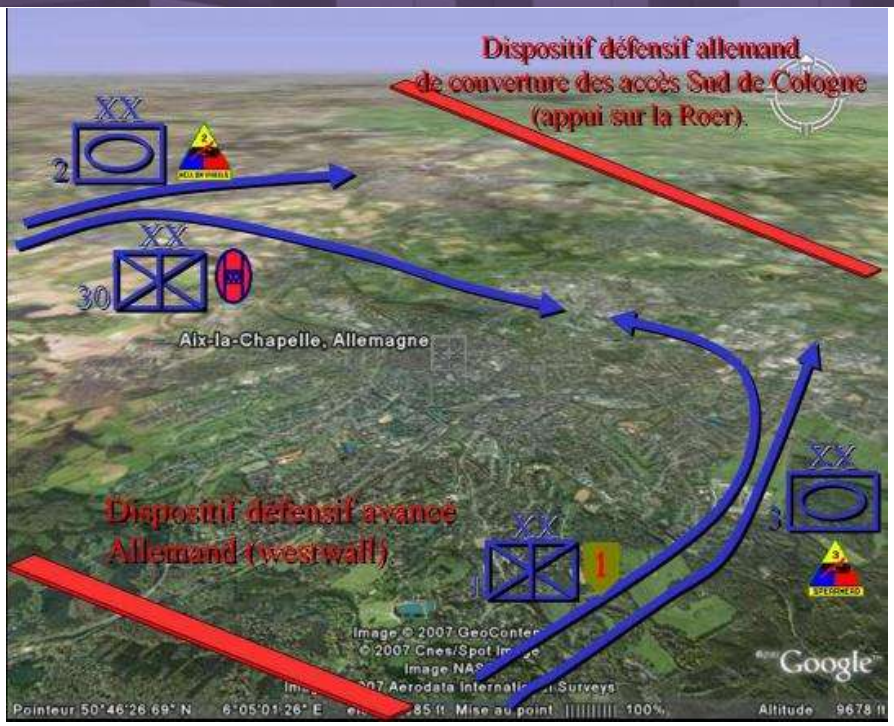

Configuration générale de la ville.

**15. De la conquête de la ville.**
**Idée de manœuvre générale.**

Lorsque la 1ère armée américaine reprit sa progression vers le nord-est, la première tâche à réaliser fut d'encercler Aix. Le 2 octobre, le XIXème Corps lança un assaut délibéré sur le Westwall au nord de la ville. 26 bataillons d'artillerie et 4 32 appareils d'appui tactique pilonnèrent les positions allemandes, à la suite de quoi la 30ème DI attaqua vers l'Est. Ni les préparations d'artillerie ou celle aérienne n'eurent d'imp act sur les constructions du Westwall, et l'infanterie, tronçonnée en petites équipes, dut donc réduire un par un les bunkers à la grenade, à la charge explosive et au lance-flammes. Au 6 octobre, la 30ème DI avait investi le Westwall et obliqué vers le sud, avec la 2ème DB faisant face à l'Est pour couvrir son flanc. Des contre-attaques allemandes violentes commencèrent le 4 octobre, sans réussite. Le 7 octobre, la 1ère armée ordonna à la 1ère DI d'attaquer au Nord en direction de la 30ème DI, formant ainsi la mâchoire sud de la tenaille. Le 18ème RI, qui mena l'assaut, assaillit latéralement le Westwall à travers un terrain industriel et suburbain. Sa mission était s'emparer de trois collines qui se succédaient sur sa route, ce qui fut réalisé les 8 et 9 octobre. Après un nettoyage des positions ennemies, le 18ème RI se retrancha et attendit l'arrivée de la 30ème DI venant du nord.

Retour à la Table des matières

**Idée de manœuvre générale.**




L'espace entre la 1ère et la 30ème DI était large de moins de 2 km. Pourtant, des renforts allemands continuaient d'affluer : Aix commença à recevoir des troupes du 1er corps blindé SS avec notamment des éléments de la 3ème division de Panzergrenadier et la 116 division blindée. Le général Friedrich J. Koechling, commandant le LXXXI corps, responsable de la ville, ne réussit néanmoins pas à mener des contre-attaques concentrées. La 1ère armée décida de conquérir la ville alors même que la jonction entre les deux DI n'était pas effective : en effet, elle souhaitait saisir cette localité pour garantir la sûreté de ses lignes arrières avant de relancer son action vers Cologne. Prise en compte de la mission. La mission de conquête de la ville fut dévolue à la 1ère DI (mâchoire droite de la tenaille). Partant du principe que les défenses allemandes d'Aix la chapelle seraient orientées face au sud, où les Américains étaient en position depuis plus d'un mois, le commandant de la 1ère DI, le Major General Clarence R. Huebner, décida de faire attaquer le 26ème RI sur un axe est-ouest. Le colonel Seitz assigna au 2/26 et, à sa droite, au 3/26, cette mission. Son intention était de réduire toute résistance par une action coordonnée, orientée Est - Ouest, et couvrant l'ensemble de la partie de la ville située au nord de la voie ferrée. Le 2/26 reçut donc la mission de s'emparer de la partie historique de la ville. L'unité fut reconfigurée pour intégrer la dimension interarmes jusqu'au plus bas niveau : ainsi chaque compagnie d'infanterie se vit attribuer une section de chars Sherman ou M10 destroyer, blindés assez « courts » pour manœuvrer en centre-ville, des canons antichars de 57 mm, des mitrailleuses et des lance flammes. La zone à conquérir fut répartie entre compagnies en s'appuyant sur les axes pénétrants. Chaque bâtiment fut numéroté, et ce afin de renforcer le suivi des actions conduites. Les mesures de coordinations furent étudiées minutieusement. Les actions offensives s'arrêtaient à la tombée de la nuit pour reprendre à l'aube.

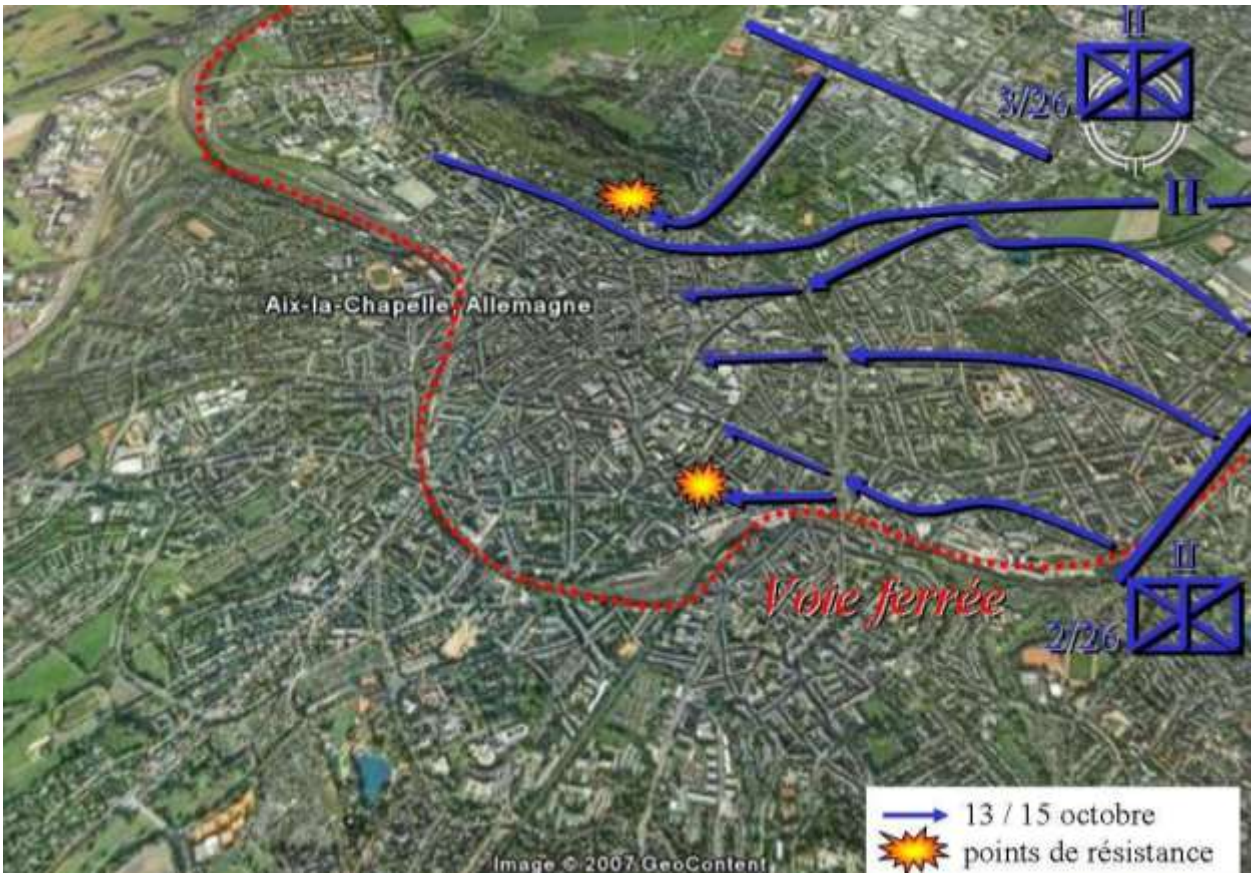
La logistique allait, de toute évidence, poser des problèmes au bataillon engagé en combat en localité : un dépôt mobile de ravitaillement en munitions, progressant au rythme des unités, fut monté afin de soutenir au plus près les compagnies au contact. Des véhicules furent accordés par la division pour faciliter l'évacuation des blessés vers l'arrière.

Pour sa part, le 3/26 se préparait à s'engager dans un combat urbain d'une autre teneur : en effet, le terrain rencontré était sensiblement différent de celui du 2/26, le nord de la ville étant plus ouvert. Les mouvements de terrain - Lousberg - surplombaient l'axe d'approche des Américains. En outre, il y avait fort à parier que les Allemands engageraient leurs moyens antichars dans cet espace plus ouvert à la manœuvre que le centre-ville.

**La préparation de la bataille.**

**Du 8 au 12 octobre**.

Les deux bataillons se frayèrent un chemin pour atteindre leurs positions de départ à l'Est et au Sud-Est d'Aix la chapelle, saisissant l'opportunité pour se familiariser avec les techniques et les tactiques du combat urbain pendant leur avance. A la tombée de la nuit, le 12 octobre, le 2/26 arriva au pied du remblai de la ligne de chemin de fer Aix la chapelle - Cologne. A sa droite, le 3/26 occupa ses positions de départ dans la zone industrielle.




Suite au refus allemand de capituler, les Américains débutèrent un bombardement préparatoire de deux jours sur la cité, sans effet tactique véritablement probant.

**Du 13 au 15 octobre : l'abordage de la ville.**

Les bataillons débouchèrent simultanément sur deux directions.

Action du 26ème RI du 13 au 15 octobre 1944.

Après un appui feu conséquent, le 2/26 franchit, le 13 octobre vers 10h00, la ligne de voie ferrée - qui n'était pas défendue -. Cette ligne constituait d'emblée, de par ses remblais, un obstacle majeur pour les véhicules, blindés ou non, qui nécessita un réalignement des unités élémentaires pour poursuivre plein Ouest. A l'issue, la conquête s'engagea sur un mode processionnel avec 3 unités en tête. 12 bataillons d'artillerie du VII Corps et de la 1ère DI expédièrent 4 800 obus sur la ville le premier jour, tandis que le IXème Tactical Air Command largua 62 t de bombes.

Retour à la Table des matières

Progressant sur 1800m de front, sans unité en réserve, le 2/26 avait recours sans aucune limite à l'appui feu pour soutenir la progression de ses éléments, détruisant bâtiment après bâtiment, en partant du postulat que la réduction des points de résistance en serait facilitée.

Chaque section disposait d'un blindé, souvent une rue en arrière - afin d'éviter leur engagement par les panzerfausts, utilisant ses feux en appui direct des fantassins. Toutes les positions allemandes étaient systématiquement nettoyées : la manœuvre était laissée à sa plus simple expression avec une prise de risque minimale. Il est à noter que des pièces d'artillerie furent affectées aux bataillons dans une mission de destruction de bâtiments en tir direct. Le 15 octobre, la jonction fut réalisée avec le 3/26 sur le flanc droit. Sur la partie gauche de l'axe d'attaque du 2/26, de féroces combats se déroulèrent à hauteur de l'église située au sud de la Hindenburg strasse : des éléments allemands repliés dans un bâtiment fortifié imposèrent un recours à l'artillerie (tir direct) et au génie d'assaut (lance-flammes). A la tombée de la nuit, une violente contre-attaque allemande sur la même position obligea le 2/26 à marquer une pause.

Le 3/26, quant à lui, avait bien compris que les collines surplombant la ville constituaient une position clé pour les défenseurs comme les assaillants. Le colonel Wilck y positionnerait à coup sûr ses moyens les plus lourds et ses meilleures unités. L'attaque fut lancée à l'aube du 13 octobre en direction du Sud le long des Krefelder strasse (EFT) et Jülicher strasse. Rapidement, le 3/26 eut à souffrir des pertes causées par des moyens antichars. L'analyse sur l'ennemi semblait se vérifier. Le 14 octobre, deux unités sur les trois du bataillon durent s'engager dans la réduction d'un point de résistance au début de la Krefelder strasse (église St Elisabeth). Pendant ce temps, le colonel Wilck reçut un bataillon SS en renforcement, bataillon d'infanterie qui avait réussi, avec des pertes sévères néanmoins, à se faufiler dans le dispositif de la 30ème DI au Nord de la colline du Lousberg. Le 15 octobre, le 3/26, désormais en liaison physique avec le 2/26, s'engagea dans la conquête du parc Farwick, au pied du Lousberg. Il subit à cet endroit une féroce contre-attaque menée par le bataillon SS qui avait rejoint la veille : le 3/26 fut repoussé du par cet eut le plus grand mal à stabiliser ses positions avant la nuit.

Figure 1 Mitrailleuse en appui en cours de progression

**Du 16 au 17 octobre : une pause dans la manœuvre**.

Le 16 octobre matin commença une petite période de pause permettant aux bataillons d'assurer leurs positions et d'effectuer les recomplétements, notamment en munitions. Au même moment, la 1ère et la 30ème DI réussissent enfin à réaliser leur junction au Nord d'Aix la chapelle, coupant définitivement la ville du dispositif allemand situé au Sud de Cologne. Des contre-attaques de la Wehrmacht pour maintenir un cordon ombilical avec la cité obligèrent les divisions américaines à renforcer leur dispositif de couverture face au Nord et, de fait, à suspendre les opérations en ville.

**Du 18 au 21 octobre : la rupture et l'exploitation.**

Le 2/26 relança son action vers le centre historique. La manœuvre restait processionnelle, la résistance ennemie ne parvenant pas à influer sur le cours des événements.

Le 3/26, pour sa part, repris son action le 18 octobre matin et reprit le terrain perdu au niveau du parc Farwick après des combats difficiles qui s'achevèrent à la tombée de la nuit. Le contrôle des pentes du Lousberg constitua l'objectif majeur du prochain temps de la manœuvre pour le 26ème RI qui se vit renforcé, pour l'occasion, par un bataillon d'infanterie et deux compagnies de chars rassemblés au sein de la « task force Hogan ». Celle-ci reçut pour mission de contourner le Lousberg et d'attaquer en direction de l'Est tandis que le 3/26 relançait son action vers l'Ouest. Le contact physique entre les deux unités fut établi le 19 octobre vers midi. Le 20 octobre, le Lousberg était nettoyé par les deux unités.

Retour à la Table des matières

Le 21 à 12h00, le colonel Wilck, débordé et incapable d'organiser une résistance coordonnée face aux attaques américaines, capitula et donna l'ordre à ses homes de cesser le combat. Au final, les troupes américaines firent 3500 prisonniers.

**16. Conséquences.**

**21 octobre, reddition du colonel Wilck**

La résistance d'Aix la chapelle se révéla avoir peu d'impact sur la suite de l'action conduite par les alliés. En effet, ceux-ci ne pouvaient, au moment des combats, relancer leur action vers le nord de manière significative compte tenu de leurs soucis logistiques et de leur difficulté à s'assurer du contrôle de la zone couverte par le Westwall. Toutefois, cette bataille se révèla source de multiples enseignements pour une armée qui décida de maintenir son choix initial d'éviter- ce que lui permirent les événements et l'ennemi - les grandes agglomérations et de privilégier la manœuvre.

**2. ENSEIGNEMENTS TACTIQUES.**

Les combats en zone urbaine pourraient représenter, à l'avenir, une forme récurrente des engagements modernes. D'aucuns en déduisent que la bataille prend dès lors une forme nouvelle, ouverte aux seuls esprits avertis, et que les savoir-faire traditionnels, héritages d'un temps révolu, ne s'appliquent que très partiellement à la zone urbaine. Aix-la chapelle bat en brèche cette idée : s'il est vrai que l'engagement en zone urbaine peut requérir des structures adaptées et des équipements spécifiques, s'il est également exact que l'environnement possède des caractéristiques propres, les savoir-faire tactiques basiques s'appliquent in extenso.

**21. Le combat en zone urbaine revêt des particularités tactiques**

Le niveau d'intégration interarmes en zone urbaine doit être maximal.

Lorsque le 18ème RI s'engagea dans la percée du Westwall en zone périurbaine, il fut renforcé par une batterie de canons autopropulsés de 155 mm, une compagnie de Tank Destroyers et une autre de M4 Sherman. Un officier de liaison avec l'aviation accompagnait chaque bataillon.

11 bataillons d'artillerie et une compagnie de mortiers de 4,2 pouces appuyèrent l'assaut.

Dans la phase plus difficile de conquête de la ville, les 2/26 et 3/26 déclinèrent cette coopération interarmes jusqu'au plus bas niveau en organisant les unités élémentaires en détachements interarmes, voire interarmées.

Couper la ville de ses renforcements extérieurs avant de chercher à réduire les résistances.

Le commandement américain a d'emblée saisi la nécessité d'isoler la ville du reste du dispositif allemand : la rupture du cordon ombilical représentait un impératif majeur. Celle-ci ne fut obtenue qu'en cours de bataille, ce qui permit au colonel Wilck d'être renforcé alors que les bataillons américains étaient engagés. Le maintien, volontaire ou non, d'une porte de sortie - ou d'entrée - doit être considéré comme un élément majeur de la manœuvre et s'inscrire en planification (centre de gravité ennemi ?) : soit le contact avec l'extérieur est conservé dans l'espoir qu'il suscitera un repli des forces ennemies, soit il doit être définitivement fermé pour engager l'action de réduction sur la base d'un rapport de force ne pouvant évoluer qu'en faveur de l'attaquant. Dans tous les cas, ce cordon doit être sous contrôle, ne serait-ce qu'en pouvant appliquer des feux d'arrêt. Recourir à des d'appui-feux massifs peut s'avérer contre-productif. La ville d'Aix la chapelle n'était pas fortifiée. Or, la destruction systématique des bâtiments facilita considérablement l'action défensive des unités allemandes avec, notamment dans le centre historique, des axes encombrés et des ruines facilitant le camouflage, le harcèlement et le tir à courte distance. Intégrer la gestion des réfugiés dès la phase de planification. Cette bataille témoigne de la dimension prise par la gestion de la population pendant les opérations de combat en zone urbaine. Au moment où le 26ème RI a entamé son action, on estime à environ 20000 le nombre d'habitants resté en ville malgré les exhortations à évacuer la zone des combats. Les bataillons de tête furent, de ce fait, confrontés simultanément à la gestion de ces réfugiés et à la réduction des résistances ennemies : des effectifs gagés sur les échelons de tête et de soutien furent dédiés à la mission d'accueil, d'interrogation et de transfert vers des

camps de réfugiés au détriment du soutien aux unités au contact. Cet aspect doit être impérativement intégré en planification pour affecter à cette mission les moyens humains et matériels suffisants. Pousser la logistique au plus près des combattants.

La consommation en munitions et la gestion des pertes au combat imposent l'établissement de lots de ravitaillement et de structures médicales adaptées à proximité des troupes engagées : dès lors, le dispositif logistique ne peut se satisfaire d'une implantation loin des combats (pour garantir une sécurité et une stabilité propices à un rendement technique maximal). Ce constat induit une réflexion amont sur la sécurisation de ces éléments logistiques, notamment en termes d'autoprotection.

**22. Mais respecte cependant les cadres classiques de la manœuvre**.

Le procédé de déception peut être appliqué au niveau tactique avec succès.

L'armée américaine avait pour doctrine de ne jamais s'engager dans une action face à un dispositif ennemi en défensive sans un solide appui feu préalable, qu'il soit artillerie ou air-sol. Les Allemands avaient identifié cet aspect et liaient feux et attaques. Le 18ème RI, dans sa percée du Westwall, saisit le premier point haut, à l'aube du 8 octobre, à l'issue d'un intense bombardement à l'artillerie lourde. Dans l'après-midi du même jour, il s'empara de la deuxième hauteur, baptisée « Crucifix Hill », avec la même tactique : attaque suivant de près la fin de la préparation d'artillerie. Pour l'attaque de la troisième et dernière colline, le 18ème RI changea de tactique : dans la nuit du 9 octobre, deux compagnies infiltrèrent les lignes ennemies à travers les ouvrages de défense et prirent position sur « Ravel's Hill » sans tirer un coup de feu. La déception peut s'appliquer dès lors qu'elle correspond à une rupture majeure dans le cadencement des actions tactiques (rupture imprévisible du rythme). Les savoir-faire en zone urbaine s'apparentent foncièrement au x fondamentaux du combat classique. La bataille d'Aix la chapelle ne constitue pas un exemple de manœuvre originale : le dispositif offensif fut principalement linéaire, y compris dans la zone, plus ouverte, du 3/26. En outre, les Américains ont systématiquement eu recours au dyptique « feu d'abord - manœuvre ensuite » : à aucun moment les bataillons n'ont lancé des reconnaissances en profondeur ou cherché, par le renseignement, à atteindre directement le poste de commandement du colonel Wilck. Il convient toutefois de noter que la manœuvre « prudente » adoptée par les Américains leur a, sans doute, permis de limiter leurs pertes (les deux bataillons ont « seulement » » perdu, dans les combats, 75 tués et 414 blessés face à 5000 défenseurs !).

Figure 2 Colonnes de prisonniers allemands à l'issue des combats d'Aix la chapelle

Sous de multiples aspects, la bataille d'Aix la chapelle constitue un exemple intéressant de combat en zone urbaine. L'étude des combats qui se sont déroulés à Falloudja en 2004 montre que la doctrine de l'armée américaine a, sur le principe général, peu évolué : le recours massif aux appuis et à une manœuvre linéaire et processionnelle reste d'actualité. Le combat en localité ne semble manifestement pas devoir s'affranchir d'une coordination extrêmement précise des actions conduites et de la recherche de sécurisation de la zone arrière. Les principes mis en œuvre à Aix la chapelle seraient-ils donc pérennes ?

**DESTIA**

Retour à la Table des matières

## Les forces mobiles durant la guerre d'Indochine

28-7-1953, tướng Le Blanc mở chiến dịch Camargue đánh trung đoàn 95 Việt Minh ở Quảng Trị. Ảnh: Paul Corcuff

**Une lente montée en puissance.**

Le Corps expéditionnaire déployé à l'origine pour réoccuper l'Indochine est une force entièrement mobile. L'évolution vers une organisation territoriale ne laisse que quelques rares formations mobiles de la taille d'une compagnie disséminées sur autant de terrain que les Français pensent pouvoir contrôler. Les réserves d'unités mobiles disponibles pour des offensives ou comme renforts se résument à quelques bataillons d'infanterie retirés des tâches de pacification ou de protection, à quelques bataillons de parachutistes, à une petite unité fluviale et à quelques unités de cavalerie. Jusqu'à la fin de l'année 1950, les Français considèrent que cela est suffisant pour affronter de petites unités de guérilla. L'apparition de plusieurs divisions d'infanterie légère Viet Minh change l'équation et les Français commencent à rassembler des ressources pour fournir au commandement du théâtre d'opération des unités mobiles supplémentaires à répartir sur les commandements territoriaux. Trop tardivement, les Français décident de créer un corps entier composé de forces mobiles pour vaincre le corps de bataille principal Viet Minh pendant la campagne de la saison 1954-1955.

L'échec de l'Opération Lea en 1947 ne permet pas de vaincre le Viet Minh. Il a pour conséquence un retour à la pacification territoriale et aux tâches de protection pendant que le Viet Minh construit ses unités régulières. Les forces mobiles françaises se limitent toujours à quelques bataillons aéroportés, quelques unités fluviales et à des unités territoriales provisoirement disponibles.

Les Français déploient 8 bataillons de commandos-parachutistes à la fin de l'année 1950 comme avant-garde de leurs forces mobiles. Ces bataillons opèrent de façon indépendante et les deux quartiers-généraux de brigade servent plus comme des cellules de coordination opérationnelles que comme des quartiers-généraux tactiques qui contrôlent plusieurs bataillons sur le champ de bataille.

A la fin des années 40, les Français constituent 7 divisions navales d'assaut ou «Dinassauts» pour les combats fluviaux. Dérivées des flottilles fluviales mises sur pied lors de la reconquête de l'Indochine, ces unités comportent un certain nombre de navires de débarquement amphibies modifiés pour le combat fluvial. Elles peuvent fournir un appui-feu ou le transport d'un bataillon d'infanterie chacune. Dans la région du Delta du Tonkin ou du Delta du Mékong, elles fournissent une force de manœuvre relativement rapide, protégée et bien soutenue.

Finalement, à la fin des années 40, les Français commencent à expérimenter quelques groupements mobiles basés sur les enseignements appris dans l'Afrique du Nord colonial. Ces unités comportent un quartier-général de la taille d'un régiment qui contrôle 2 à 4 bataillons d'armes combinées, un bataillon d'artillerie et, occasionnellement, une compagnie de blindés et une unité du génie. Ces unités sont nécessaires car les régiments d'infanterie standard ont été dissous en Indochine au profit d'un commandement de secteur. Plusieurs bataillons d'infanterie indépendants conduisant des opérations mobiles se trouvent ainsi dépourvus d'un élément de contrôle supérieur jusqu'à l'introduction des quartiers-généraux de groupes mobiles. La première unité de ce type est le Groupement Mobile Nord-Africain (GMNA) formé de bataillons d'infanterie issus des colonies françaises en Afrique du Nord ou de protectorats. Il sera détruit avec deux bataillons de parachutistes en tentant d'évacuer des garnisons lors des combats de la Route Coloniale 4.

Retour à la Table des matières

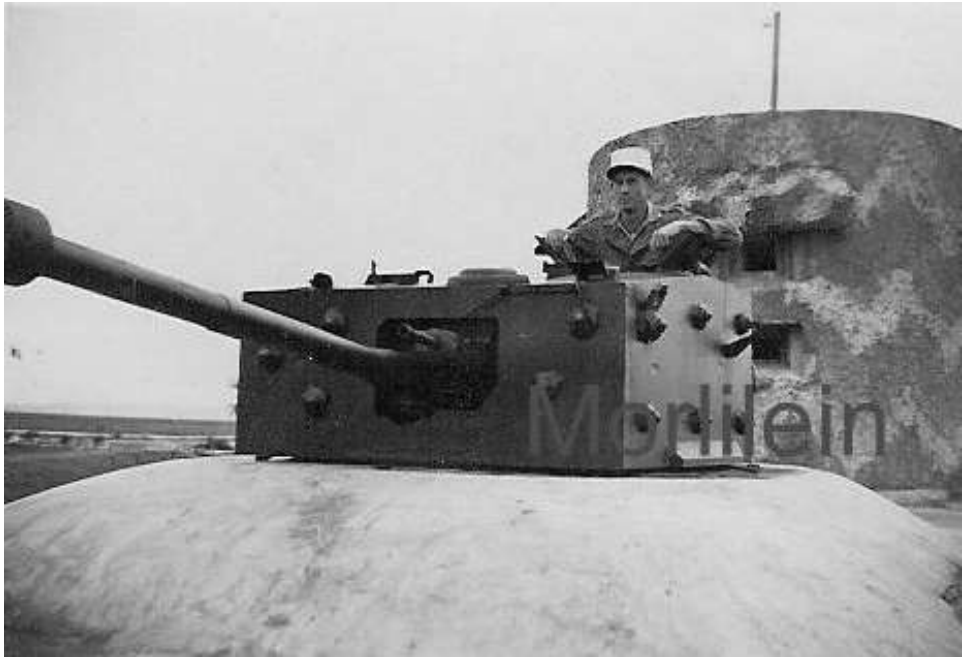
**Une expansion rapide.**

Parmi les réformes du général de Lattre, se trouve l'expansion des forces mobiles françaises pour répondre aux attaques sur la ligne de Lattre, mais aussi pour conduire des opérations offensives contre les zones-arrières du Viet Minh. En accélérant la formation des armées des Etats as-sociés, il cherche à accroître les effectifs disponibles sans augmenter les effectifs en personnel militaire français.

Il peut ainsi compenser les pertes des précédentes batailles et faire passer ses forces aéroportées à 6 bataillons français, 3 vietnamiens, 1 laotien et 1 cambodgien. Il crée deux nouvelles « Dinassauts». D'autres groupements mobiles sont créés. Ils seront bientôt 11 français et 7 vietnamiens. Les bataillons d'infanterie peuvent conduire des opérations motorisées avec un tiers de leur force, ou leur force entière en trois rotations. Certains groupements mobiles obtiennent des moyens de transport suffisants pour être entièrement motorisés avec leurs, moyens organiques. La motorisation de l'infanterie apporte immédiatement une capacité de déplacement rapide. Comme l'infanterie est de toute façon liée aux routes en raison de la motorisation de l'artillerie, cela s'avère au final un atout plus qu'une gêne.

Des forces mécanisées sont rassemblée dans des groupes amphibies avec des véhicules amphibies capables de progresser à travers les marécages et des éléments composés de chars légers et d'infanterie motorisée ou mécanisée. Chaque Delta a l'équivalent d'un régiment amphibie et des unités blindées disponibles pour les opérations mobiles. Le général de Lattre fournit également des unités de commandos de la taille d'une compagnie qui sont parfois attachées à des groupements mobiles ou conduisent seules des raids limités.

Le principal problème avec la force mobile étendue mise sur pied par de Lattre reste le même que celui de l'infanterie : sa dépendance au réseau routier. Même les unités blindées ont l'essentiel de leur infanterie dans des camions ou des halftracks. Seules les unités de parachutistes et de commandos sont capables d'opérer loin du réseau routier mais cela provient plus de leur commande-ment et de leur entraînement que de leur conception.




Retour à la Table des matières

Immédiatement après les batailles de la Route Coloniale 4, cette limitation aux routes ne semble pas beaucoup préjudiciable. Le général de Lattre forme sa ligne défensive autour du Delta du Tonkin et ses forces mobiles sont principalement engagées dans des contre-attaques ou comme renforts alors que le Viet Minh tente de la percer avec des attaques de niveau divisionnaire. Tard dans l'année 1951, alors que de Lattre est en train de quitter le théâtre d'opération en raison d'une maladie qui devait le tuer rapidement, les limitations des groupements mobiles ressortent.

Lors des campagnes des saisons 1951-1952 et 1952-1953, Les Français lancent des offensives avec plusieurs groupements mobiles soutenus par des bataillons de parachutistes, des unités blindées et des unités fluviales dans les secteurs suspectés d'être les bases-arrières du Viet Minh au-delà de la ligne de Lattre. Le plus souvent, les Français atteignent rapidement leurs objectifs pour s'apercevoir seulement que les Viet Minh se sont retirés au-delà de leur portée. L'inévitable retour des Français vers leurs propres bases, en raison de forces insuffisantes pour tenir un terrain de toute façon sans valeur, est l'occasion d'embuscades et de raids pendant tout le trajet.

Les suggestions de copier le Viet Minh et de créer des groupes mobiles qui ne seraient pas assujettis aux routes vont apparaître trop tard pour être mis en œuvre.

**L'outil de la victoire trop tard ?**

L'idée d'utiliser l'hélicoptère fait son apparition. Elle est débattue vers le milieu de l'année 1953 et des préparatifs commencent peur engager au final 500 hélicoptères tactiques pour fournir une capacité d'extraction aux parachutistes mais aussi comme un moyen pour récupérer en dehors des routes d'autres troupes mobiles, Cependant, les Français alignent moins d'une cinquantaine d'hélicoptères à la fin de la guerre.

La phase finale de l'extension des forces mobiles françaises en Indochine arrive trop tard pour gagner la guerre. C'est cependant un retour ironique au concept original du Corps Expéditionnaire avec un corps de bataille qui doit être formé en combinant les groupements mobiles en divisions et les divisions dans un corps. Les forces françaises en Indochine doivent au final comporter trois commandements territoriaux de la taille d'un corps, des commandements territoriaux mi-neurs pour le Cambodge et le Laos, plus un corps de manœuvre.

Ce corps de manœuvre devait comporter six divisions : 4 divisions d'infanterie françaises et une vietnamienne et 1 division de parachutistes française. Les unités composant ces divisions doivent provenir des 13 groupements mobiles français et 9 vietnamiens mais aussi des 3 groupements aéroportés, 2 français et 1 vietnamien, qui sont essentiellement des groupes mobiles formés de bataillons de parachutistes et de compagnies de mortiers. Des unités supplémentaires sont rattachées au corps d'armée : 5 bataillons blindés, 5 bataillons de reconnaissance motorisés, 5 bataillons amphibies et 4 bataillons d'artillerie.

Les éléments de ce corps sont largement rassemblés au milieu de l'année 1954 mais leur regroupement en divisions ne se fait pas car la campagne de la saison 1953-1954 les a dispersés dans quatre secteurs différents. Une force de 25 bataillons d'infanterie est engagée dans des opé-rations infructueuses de ratissages le long de la côte annamite (près du secteur de la « Rue sans joie »), 15 ont déployés au Laos pour défendre le pays contre l'assaut Viet Minh en 1953-1954, 12 sont attachés à la base aéroterrestre de Dien Bien Phu et 18 sont conservés comme force de réserve dans le Delta du Tonkin.

Les grandes lignes cependant, avec trois corps territoriaux et un corps de manœuvre pour une force de théâtre de la taille d'une armée, devaient de nouveau être instituées en Algérie avec de meilleurs résultats.

Que le corps de manœuvre français ait pu sauver la victoire ou, plus probablement, obtenir un meilleur accord négocié, est du domaine de la conjecture et ne peut être démontré étant donné la dispersion des forces et la destruction d'une partie d'entre elles à Dien Bien Phu. Mais il apparaît clairement que le concept est institué trop tard étant donné la croissance rapide du corps de bataille principal du Viet Minh.

Retour à la Table des matières

# TROISIEME PARTIE : ACTUALITE

## Une attaque informatique de portée mondiale crée la panique

Des hôpitaux britanniques et des entreprises espagnoles ont été touchés par des virus, jeudi 11 mai 2017. Ils bloquent l'accès aux fichiers d'un ordinateur afin d'obtenir une rançon.

Les autorités américaines ont mis en garde vendredi 12 mai contre une vague de cyberattaques simultanées qui a touché des dizaines de pays dans le monde, recommandant de ne pas payer de rançon aux pirates informatiques. Ceux-ci ont apparemment exploité une faille dans les systèmes Windows, divulguée dans des documents piratés de l'agence de sécurité américaine NSA.

*« Nous avons reçu de multiples rapports d'infection par un logiciel de rançon*, a écrit le ministère américain de la sécurité intérieure dans un communiqué. *Particuliers et organisations sont encouragés à ne pas payer la rançon car cela ne garantit pas que l'accès aux données sera restauré. »*
Cette vague d'attaques informatiques de *« portée mondiale »* suscite l'inquiétude des experts en sécurité. Le virus en cause est un *ransomware* (« rançongiciel »), un programme qui bloque l'accès aux fichiers d'un ordinateur en vue d'obtenir une rançon.
*« Nous avons relevé plus de 75 000 attaques dans 99 pays »*, a noté Jakub Kroustek, de la firme de sécurité informatique Avast, sur un blog. Forcepoint Security Labs, autre entreprise de sécurité informatique, évoque de son côté *« une campagne majeure de diffusion d'emails infectés »*, avec quelque 5 millions d'emails envoyés chaque heure répandant le logiciel malveillant appelé WCry, WannaCry, WanaCrypt0r, WannaCrypt ou Wana Decrypt0r.

*« Si la NSA avait discuté en privé de cette faille utilisée pour attaquer des hôpitaux quand ils l'ont* "*découverte*"*, plutôt que quand elle leur a été volée, ça aurait pu être évité »*, a regretté sur Twitter Edward Snowden, l'ancien consultant de l'agence de sécurité américaine qui avait dévoilé l'ampleur de la surveillance de la NSA en 2013.

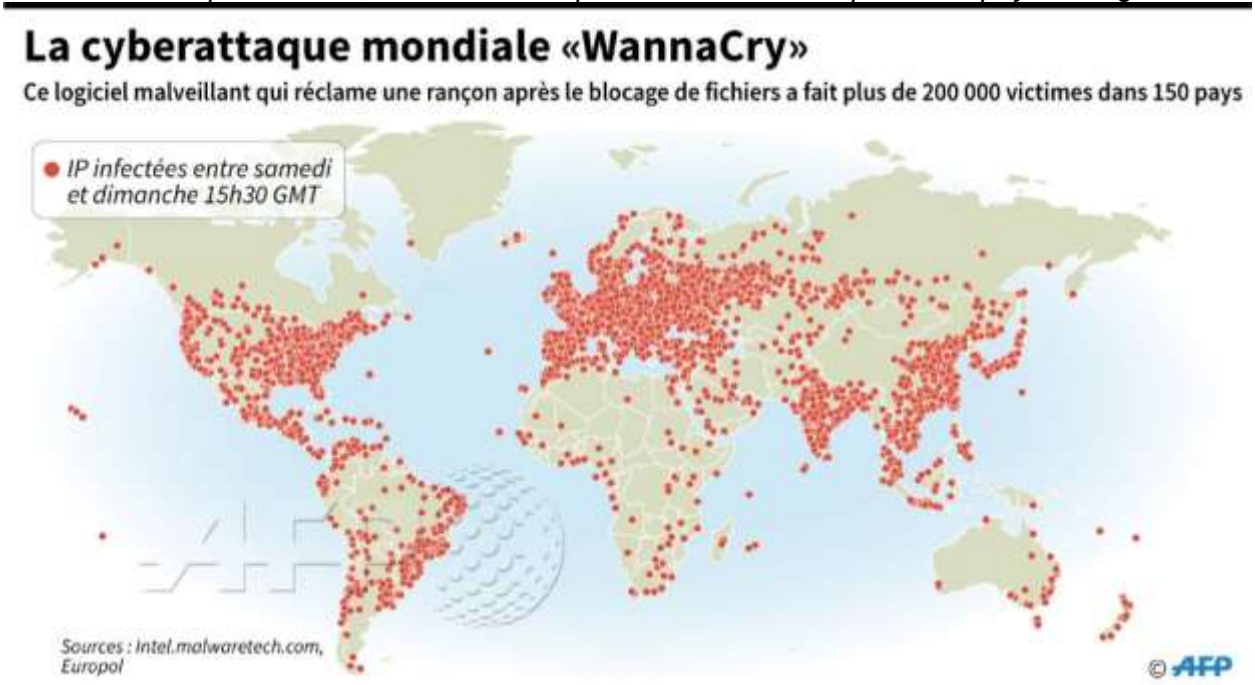
**300 dollars de rançon**
Ces attaques informatiques ont notamment touché le service public de santé britannique, comme l'a dénoncé la première ministre britannique, Theresa May, lors d'une intervention télévisée. L'attaque a visé simultanément seize entités dépendant du *National Health Service* (NHS – la Sécurité sociale britannique), a écrit l'organisme dans un communiqué. L'utilisation de leurs ordinateurs a été perturbée, les obligeant à refuser des patients en urgence.

Retour à la Table des matières

Selon le NHS, le logiciel en cause pourrait être une variante de Wanna Decryptor, tout en avertissant que l'enquête technique débutait tout juste. *« A ce stade de l'enquête, nous ne disposons pas de preuve que les données de patients ont été compromises »*, écrit également le NHS. *« Nous avons activé le Centre national de cybersécurité et ils travaillent avec les organisations du NHS touchées pour s'assurer qu'elles sont aidées et que la sécurité des patients est garantie »*, a ajouté Theresa May.
Le logiciel demande 300 dollars en l'échange du déchiffrement des fichiers. Un journaliste britannique spécialisé a partagé sur Twitter le message s'affichant sur les ordinateurs touchés. *« Oups, vos fichiers ont été chiffrés »,* peut-on y lire à côté de deux comptes à rebours décomptant le temps restant avant la *« perte »*, faute de paiement, des fichiers chiffrés.

Un des groupements d'hôpitaux touché a annoncé *« repousser toutes les activités non urgentes »*. En 2016, quatre hôpitaux britanniques avaient déjà été paralysés durant plusieurs jours par des rançongiciels.

**Des cas similaires dans le monde entier**
*« Cela ne vise pas le NHS, c'est une attaque internationale et plusieurs pays et organisation*




*s ont été touchés »*, a déclaré la première ministre Theresa May. Cette vague de rançongiciels semble en effet dépasser les seuls hôpitaux britanniques. Des organisations en Espagne, en Australie, en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie et au Mexique ont également été touchées selon des analystes. Aux Etats-Unis, le géant de livraison de colis FedEx a reconnu avoir lui aussi été infecté. Le ministère de l'intérieur russe a également annoncé avoir été touché par un virus informatique vendredi, même s'il n'a pas été précisé s'il s'agit bien de la même attaque.
Par ailleurs, un chercheur de l'entreprise de sécurité informatique Avaast dit que sa société a détecté cette après-midi un très grand nombre de virus identiques dans le monde entier, principalement en Russie, en Ukraine et à Taïwan. Selon l'entreprise spécialisée en sécurité informatique, au moins 45 000 tentatives d'infections ont été repérées dans environ 74 pays.
Selon le quotidien espagnol El Mundo, environ 85 % des ordinateurs appartenant à Telefonica ont été touchés par ce virus, qui demande ici une rançon en bitcoins (célèbre monnaie dématérialisée) équivalant à 300 dollars. Certains employés ont été renvoyés chez eux, étant dans l'incapacité de travailler.
Le Centre cryptologique national (CCN) – division des services de renseignements chargée de la sécurité informatique – a évoqué l'implication d'un virus connu sous le nom WannaCry. D'autres entreprises espagnoles, comme Iberdrola et Gas Natural, ont demandé à certains de leurs employés d'éteindre leurs ordinateurs, explique *El Mundo*, sans déterminer s'il s'agissait de mesures préventives ou du résultat d'une attaque.

Retour à la Table des matières

## Sommet de l'Alliance atlantique : pourquoi l'OTAN est toujours indispensable

**Le Monténégro sera ce jeudi soir (jeudi 25 mai 2017), le 29è membre de l'Alliance atlantique. Pour Guillaume Lasconjariais, malgré les déclarations très critiques de Donald Trump à l'égard de l'OTAN, la défense collective des pays occidentaux ne peut être remise en cause.**

Figure 3 le Monténégro devient le 29è pays membre de l'OTAN

**Trump, les Européens et l'OTAN : une simple question d'argent ?**

Nul doute que ce jeudi soir, au moment où les chefs d'État et de gouvernement des membres de l'Alliance atlantique accueilleront officiellement parmi eux le Monténégro comme 29è pays membre, il n'y ait dans l'assistance un soupir de soulagement après ce qui s'annonce déjà comme un mini-sommet décisif. En effet, on aura assisté à la première rencontre entre le président Donald Trump et les alliés, pour y discuter des priorités et des orientations à donner à l'Alliance. Les capitales européennes mais aussi les partenaires de l'OTAN seront attentifs au message que l'administration américaine enverra : alors que certaines déclarations sur une OTAN « obsolète » restent encore vives dans les esprits, on attend de Trump qu'il réitère l'attachement des États-Unis au principe de défense collective tel qu'il est énoncé dans l'article 5 du traité de Washington (1949).

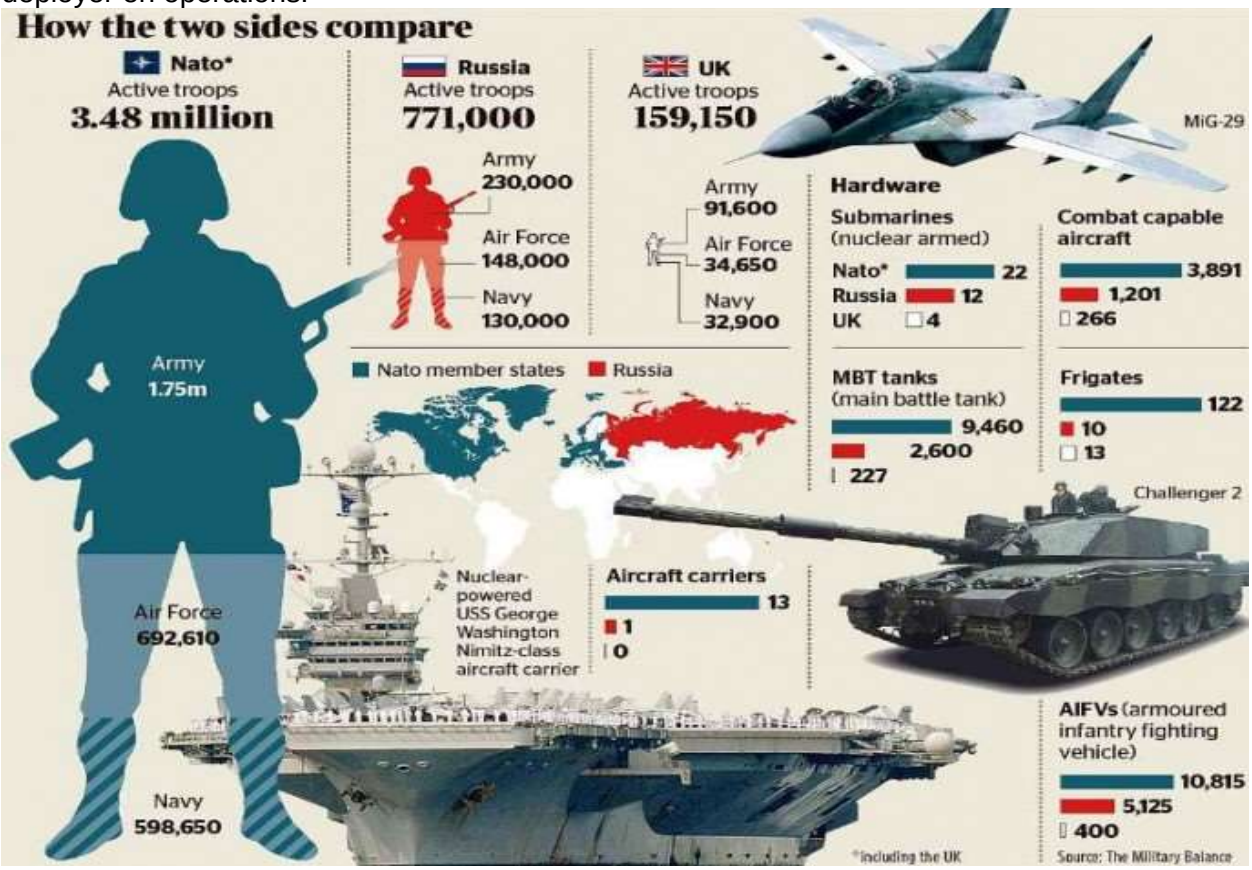
Retour à la Table des matières

**L'analyse des derniers mois et les inflexions de la politique étrangère américaine laissent penser qu'un abandon de l'OTAN par les Américains n'est pas à l'ordre du jour.**

Qu'en sera-t-il vraiment ? L'analyse des derniers mois et les inflexions de la politique étrangère américaine laissent penser qu'un abandon de l'OTAN par les Américains n'est pas à l'ordre du jour. Les nominations du secrétaire à la Défense James Mattis, du conseiller à sécurité nationale McMaster ou encore le discours du vice-président Pence à la conférence de Sécurité de Munich en février dernier, et enfin la rencontre entre le secrétaire général de l'OTAN - le Norvégien Jens Stoltenberg - et le président américain en avril tendent à prouver que l'attachement au lien transatlantique persiste, qui a constitué la pierre angulaire de la sécurité américaine ces soixante dernières années. Le rapprochement avec la Russie n'a pas véritablement eu lieu, et au contraire, les forces américaines contribuent de façon décisive à la présence avancée renforcée (Enhanced Forward Presence) de l'OTAN en Europe de l'Est, participant aux mesures de dissuasion adoptée lors du sommet de Varsovie en juillet 2016.

Pourtant, les alliés européens ne doivent pas considérer ce mini-sommet de Bruxelles comme un blanc-seing à l'Organisation ; quelles que soient les paroles de Trump, son discours ne sera pas fondamentalement différent de celui des administrations précédentes, sinon par la faconde. Et le message est très clair : les alliés doivent dépenser plus, et dépenser mieux pour leur défense, faute de quoi les États-Unis seront contraints de revoir leurs engagements. Cela résonne comme un lointain écho au discours d'adieu du secrétaire à la défense Robert Gates, en juin 2011, qui soulignait déjà la difficulté pour n'importe quelle administration états-unienne de continuer à soutenir l'OTAN en ayant l'impression que le contribuable américain paie une part plus importante que les autres.

Si le simple alignement des chiffres et des statistiques minore ces affirmations, il n'en reste pas moins que la perception est bien réelle. Les 28 alliés - ensemble - consacrent plus de 900 milliards d'euros à leur défense, et les États-Unis à eux seuls comptent pour plus de 70% du total avec un budget autour de 664 milliards d'euros. Les seuls alliés européens dépensent autour de 240 milliards d'euros, soit un peu plus que la Chine (233 milliards) et quatre fois plus que le budget d'une Russie qui réarme (69,2 milliards). On reste impressionné par ces chiffres. Pourtant, ils ne traduisent qu'imparfaitement la réalité d'outils de défense et ne se métamorphosent pas forcément en capacités concrètes. Autrement dit, cela ne dit rien des hommes, des équipements et du matériel dont les nations peuvent concrètement disposer ni déployer en opérations.




Retour à la Table des matières

**La campagne de Libye, en 2011, a mis en lumière les creux capacitaires dont les nations souffraient.**

Dans ce domaine, l'Alliance a cependant progressé. La campagne de Libye, en 2011, a mis en lumière les creux capacitaires dont les nations souffraient et dont seule la puissance américaine garantissait la disponibilité (transport stratégique, renseignement et surveillance, ravitaillement en vol…). Cela s'est accompagné d'une réflexion profonde sur le partage du fardeau (burden sharing) qui a conduit à la mise en place de mesures favorisant l'interopérabilité en cherchant à capitaliser sur les expériences passées - et notamment la décennie passée en Afghanistan dans le cadre de la Force Internationale d'Assistance et de Stabilisation. C'est aussi dans cet esprit que les nations se sont engagées à faire plus et travailler mieux avec l'Union européenne, une prise de décision actée à Varsovie avec la signature d'une déclaration commune.

En outre, sur un pur plan comptable, lors du Sommet du pays de Galles, en septembre 2014, les alliés ont signé un engagement sur l'augmentation des budgets de défense pour atteindre 2% de leur PIB respectif d'ici à 2024. À l'heure actuelle, seuls quatre pays sont à ce niveau - la France étant à 1,8% et voulant accélérer le rythme pour atteindre ce seuil à la fin du mandat du président Macron. Certes, certaines critiques s'élèvent sur le bien-fondé de cet indicateur qui ne traduit qu'imparfaitement les différentes réalités en termes d'engagement au service de l'Alliance. Pourtant, cette mesure sert d'étalon à partir duquel il est possible de mieux planifier et par là de mieux préparer l'avenir.

À ces exigences budgétaires s'ajoutera sans doute la volonté de voir l'Alliance faire plus de contre-terrorisme et notamment de s'impliquer pleinement dans la lutte contre ISIS. Sur ce dernier point, la plupart des pays membres participent déjà à la coalition menée par les États-Unis, et l'OTAN a promis à Varsovie de mettre ses avions AWACS à disposition de la coalition tandis qu'au sol, des activités de formation et d'entraînement seraient conduites au profit de l'Irak. On peut donc douter d'un changement radical en la matière. En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, il y a fort à parier que l'Alliance présentera plutôt ce qu'elle fait déjà en termes de programmes et de politiques qui visent à projeter de la stabilité. Cette initiative appuie les demandes des pays partenaires de l'OTAN dans le renforcement de leurs capacités de défense et de sécurité (Defense capacity building). L'idée est bien de prévenir les futures crises en aidant les forces armées et de sécurité locale à se réformer en apportant l'expertise et le savoir-faire de l'OTAN dans des domaines très spécifiques (par exemple, en Irak, sur les techniques de lutte contre les engins explosifs improvisés).

En réalité, ce qui se joue à Bruxelles tient moins à une posture particulière qu'à expliquer à la fois aux gouvernants et aux opinions publiques pourquoi l'OTAN compte, et pourquoi cette Alliance demeure utile. La question des dépenses en matière de défense n'est qu'un épisode supplémentaire dans les tensions qui parcourent l'Alliance depuis 1991 et la disparition de son principal adversaire. Ce qui est en jeu, c'est la cohésion d'une Alliance tiraillée entre des alliés qui regardent à l'Est quand d'autres s'inquiètent de leur flanc sud ; il est plus que temps de relire le Traité de Washington et de rester fidèle à ses principes. La question de la défense collective dépasse largement la question d'un adversaire ou d'une menace commune, il s'agit avant tout d'assurer la protection de l'Europe et de l'Amérique du Nord et de leur population ; quelle que soit la menace, ce n'est qu'unis que les alliés vaincront.

Guillaume Lasconjarias
Chercheur au Collège de défense de l'Otan.

Retour à la Table des matières

## Le paradoxe chinois

**La Chine nie la militarisation, appelle à finaliser le *code de conduite en mer de Chine méridionale, en même temps, elle achève* des installations militaires dans les îles Spratleys — *Les Philippines se rapprochent de la* Chine — *Le* Vietnam s'oppose à aux exercices à tir réel de Taïwan autour de l'île disputée Itu Aba.**

Lors d'une conférence de presse, le premier ministre chinois Li Keqiang — en visite officielle en Australie — a rejeté toute accusation de militarisation [par la Chine] en mer de Chine méridionale. Il a ensuite réaffirmé que *« les installations faites par la Chine sur ces îles sont principalement à des fins civiles »*, mais a reconnu, par la même occasion, le fait que « *s'il y a une certaine quantité d'équipements de défense, c'est pour maintenir la liberté de navigation et le survol de la zone »*. Face aux déclarations de Li Keqiang, les pays concernés par les différends maritimes dont le Vietnam et les Philippines restent cependant sceptiques.

Pour l'Australien Tim Johnston, consultant en géostratégie, ancien directeur du programme Asie du *International Crisis Group* : *« Quand vous installez des structures en mer de Chine méridionale, dans ces eaux disputées, vous êtes susceptibles de les défendre, ce qui implique un certain niveau de militarisation »*. De plus, les propos du premier ministre chinois ainsi contredisent ceux — plus martiaux — du Geng Shuang, porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois visant les États-Unis : *« Quand quelqu'un vous menace devant votre porte, devez-vous rester les bras croisés ? »*

Figure 4 Le Premier ministre chinois Li Keqiang lors du 2nd Forum Chine-Australie des dirigeants provinciaux à Sydney le 24 mars 2017.

Les États-Unis estiment que la Chine a poldérisé plus de 1300 hectares les trois dernières années en mer de Chine méridionale. Pékin y a construit des pistes d'atterrissage, radars, ports, hangars d'aéronefs et des outils de communication. Ces accusations s'appuient sur les enquêtes et observations de *Asia Maritime Transparency Initiative* (AMTI), un centre de recherche lié au groupe de réflexion américain CSIS. Les experts d'AMTI les a détectés grâce aux images satellite prises le 8 février 2017.

D'autres images satellite récentes ont dévoilé le quasi achèvement de la militarisation réalisée par la Chine aux récifs Fiery Cross, Misc hief et Subi. Le centre de recherche AMTI note qu'avec des constructions déjà terminées dans ce triangle stratégique de ces trois récifs — surnommés les « Big 3 » — 3 Grands, les avions militaires chinois sont capables d'opérer sur presque toute la mer de Chine méridionale. La Chine a aussi fait construire des abris fortifiés avec des toits rétractables ainsi que des hangars qui sont capables d'accueillir 24 avions de combats et quatre plus gros avions.

Retour à la Table des matières

Dans ce contexte, et à la suite de la déclaration chinoise de sa zone d'identification de la défense aérienne — en anglais *ADIZ* en novembre 2013, les actions chinoises entreprises en mer de Chine méridionale pourraient aggraver les tensions déjà très fortes dans la région. Maniant un double langage, la Chine a proposé — « afin d'atténuer les tensions » — une réunion avec l'ASEAN en mai prochain pour discuter d'un code de conduite (COC) qui devrait établir des règles et des lignes directrices pour prévenir d'éventuelles escalades des différends et d'autres incidents.

En attendant, l'action de l'administration de Donald Trump demeure sans effet face aux agissements de la Chine en mer de Chine méridionale, tant que des opérations dites de « Liberté de navigation » — en anglais *FONOP* — menées par la Marine américaine demeurent timides. Notons que la Navy elle-même souhaite y appliquer des mesures plus coercitives, toutefois sans obtenir le feu vert de Washington. Pour le site d'information ultraconservateur Breitbart — pourtant proche de Donald Trump —, il s'agit là d'une hésitation du secrétaire à la défense Jim Mattis et du Conseil de sécurité nationale de sécurité des États-Unis voire d'un manque de stratégie globale pour l'Asie.

Suite à l'attitude qualifiée de « pro-chinoise » ou de « faiblesse » du président des Philippines Rodrigo Duterte, la Chine et les Philippines annoncent la création d'un mécanisme de dialogue bilatéral au mois de mai 2017 sur un règlement des différends en mer de Chine méridionale. Il s'agit d'un effort pour normaliser la relation bilatérale après une longue période affectée par les litiges territoriaux maritimes. Le dialogue réunira autour de la table les deux ministres des affaires étrangères et leurs coordinateurs pour discuter des domaines d'intérêt commun et d'un renforcement de la coopération maritime et de la sécurité régionale.

Pendant ce temps, le Vietnam réagit, par la voix de son porte-parole comme à chaque fois, contre l'exercice à tir réel de la marine de Taïwan : *« ces exercices sur l'île contestée Itu Aba constituent une violation grave ! Le Vietnam proteste avec la plus grande fermeté contre cet acte et demande à Taïwan de ne pas reproduire de tels agissements ».*

Lieutenant-colonel ® Ch. MARCILLE
Centre d'Entrainement aux actions en Zones Urbaines – 94è RI – CEP

Retour à la Table des matières

**Il n'y a pas qu'en France qu'il y a des élections présidentielles.**

**Corée du Sud.**

La Cour constitutionnelle sud-coréenne a entériné, vendredi 10 mars, la destitution de la présidente Park Geun-hye, emportée par un retentissant scandale de corruption, a annoncé son président. Les agissements de Mme Park « ont porté gravement atteinte à l'esprit (…) de la démocratie et de l'Etat de droit », a déclaré la présidente de la plus haute instance judiciaire de Corée du Sud, Lee Jung-mi. « La présidente Park Geun-hye (…) a été congédiée[23] ».

Les élections ont porté au pouvoir un ancien avocat, défenseurs des droits de l'homme, Moon Jae-In. « C'est une grande victoire, d'un grand peuple pour créer un pays de justice, une nation unie où les règles de bon sens prévalent. Je ne regarderai que le peuple pour l'emmener sur le bon chemin. Je serai un président fier d'une Corée du Sud grande, fière et confiante. ». Le nouveau président a été élu en réaction à l'agent qui corrompt. L'héritier du groupe Samsung avait été mis en détention. Le nouveau président veut s'attaquer aux Chaebol[24] pour créer de l'emploi pour sa jeunesse.

Les sud-coréens veulent reprendre leur destin en mains, face aux USA et aux chinois avec la question de la Corée du Nord. Moon Jae-In veut être le président d'une péninsule coréenne pacifiée. Il est prêt à se rendre à Pyongyang si les conditions sont réunies. Ce souhait s'adresse d'abord aux familles coréennes déchirées par la guerre dont les séquelles demeurent présentes dans les deux Corée. Ensuite, ici, comme ailleurs, les gestes, les symboles comptent. La question est de savoir comment les nord-coréens vont percevoir ce geste. Est-ce un geste d'ouverture ? Est-ce un geste d'asservissement ? Est-ce un geste de reconnaissance du régime de Kim Jong-un ? Officiellement, juridiquement, les deux Corée sont toujours en guerre et ne reconnaissent pas l'existence de l'autre. Un voyage de Moon Jae-In pourrait créer une nouvelle donne et relancer les négociations entre les deux pays. Pour que cela puisse avoir une chance, il faut de la clarté pour tous les intervenants régionaux (USA, Chine, Japon). Moon Jae-In se présente comme un président indépendant d'une Corée du Sud fière, il ne faudrait donc surtout pas que Trump donne son aval par un tweet disant « j'approuve ce voyage » !

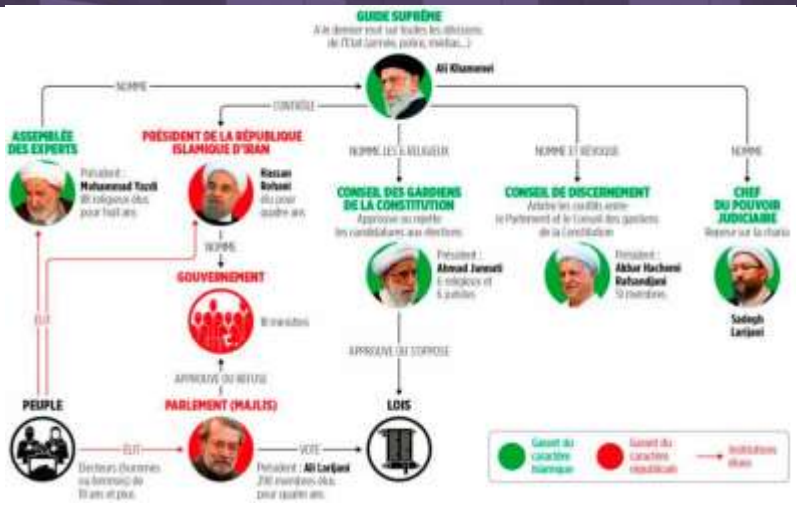
Les Etats-Unis, depuis l'élection de Donald Trump se sont efforcés de donner des gages concernant leur alliance. L'ambition de long terme de la diplomatie sud-coréenne est de se positionner comme un point d'équilibre régional, un pays pivot qui pourrait faciliter la relation sino-américaine. La Corée du Nord voit sa capacité nucléaire comme sa survie. Kim Jong-un a vu ce qui est arrivé à Saddam Hussein, à Kadhafi, et les menaces sur l'Iran.

[23] http://www.liberation.fr/planete/2017/03/10/la-coree-du-sud-congedie-sa-presidente_1554689
[24] http://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/chaebol.html

Retour à la Table des matières

**Iran.**

*« Le message de notre peuple a été clairement exprimé. Le peuple iranien a choisi la voie de l'entente avec le monde, loin de l'extrémisme, a affirmé M. Rohani dans une allocution retransmise à la télévision d'Etat Irib. Il veut vive en paix et dans l'amitié avec le reste du monde, mais n'accepte pas la menace et l'humiliation. C'est le principal message qu'il veut que le monde entende. »* Par son vote, *« notre peuple a déclaré aux pays voisins et à toute la région que la voie pour instaurer la sécurité est le renforcement de la démocratie, non s'appuyer sur les puissances étrangères »*[25], a encore ajouté le président iranien.




**Quel avenir pour l'accord sur le nucléaire ?**

L'accord de Vienne, portant sur le nucléaire, conclu en 2015 entre Téhéran et six grandes puissances, était au cœur du débat télévisé entre les six candidats qui s'est déroulé le 5 mai. Le président réélu, Hassan Rohani, avait été la cible d'attaques du camp conservateur qui lui a reproché de l'avoir mal négocié et de ne pas avoir suffisamment relancé l'économie de la République islamique.

S'il a apporté un soutien prudent à cet accord, le guide suprême de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, en a lui aussi critiqué les termes et a dit à de multiples reprises que les mesures économiques d'Hassan Rohani avaient échoué.

Les détracteurs d'Hassan Rohani lui reprochent son incapacité à redresser une économie affaiblie par plusieurs décennies de sanctions internationales. Le taux officiel de chômage s'établissait l'an dernier autour de 12,5% de la population active, selon des données publiées à l'automne par l'institut iranien de la statistique. A cela s'ajoutent des accusations de corruption lancées durant la campagne.

Nombre d'Iraniens estiment également que l'accord de 2015 avec les grandes puissances occidentales sur une levée des sanctions internationales en échange de concessions de Téhéran sur son programme nucléaire n'a pas permis de créer les emplois et la croissance attendus, ni d'attirer les investissements étrangers que promettait le président Rohani. L'économie a été un enjeu majeur de la campagne électorale. Ebrahim Raïssi a cherché à récupérer le vote des classes défavorisées en promettant de créer des millions d'emplois. La mise en avant de l'économie n'a donc pas réussi ni à Raïssi ni au Guide Suprême !

**La succession du guide suprême en jeu**

Le système politique iranien confie au président la gestion des affaires intérieures, l'économie notamment, et il peut agir sur la politique extérieure, mais le guide suprême a le dernier mot pour tout ce qui touche aux affaires de l'Etat.

A bientôt 78 ans, la succession du guide suprême Ali Khamenei, en fonction depuis 1989, pose question dans la République islamique. L'échec de Ebrahim Raïssi, représente un revers pour les plus conservateur.

Lieutenant-colonel ® Ch. MARCILLE
Centre d'Entrainement aux actions en Zones Urbaines – 94è RI – CEP

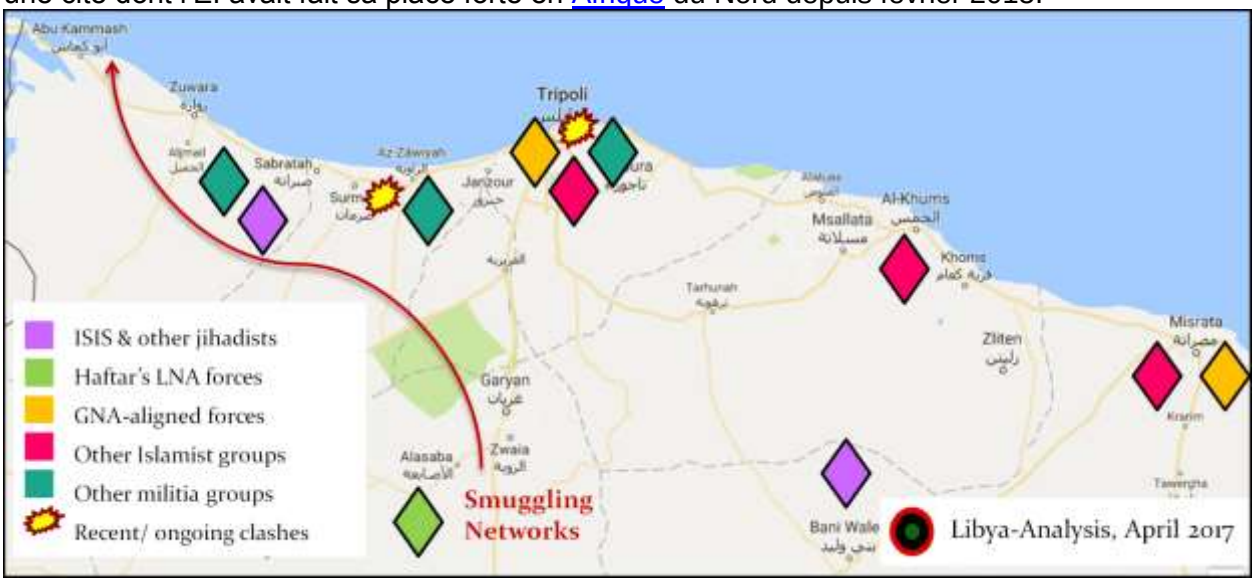
[25] Discours sous-titré en anglais. https://www.youtube.com/watch?v=fVx_We5Abu0

Retour à la Table des matières

## Libye : les deux principaux acteurs de la crise se rencontrent à Abou Dhabi

**Le maréchal fait guerre à part contre l'EI**

Aux yeux des Occidentaux, la reconstruction d'une armée nationale intégrée est indispensable pour une stratégie efficace de lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) en Libye. C'est pourtant le contraire qui se produit. A Benghazi, le maréchal Haftar conduit sa propre guerre contre des noyaux djihadistes – avec le concours d'unités spéciales françaises, dont trois soldats ont été tués en juillet 2016 – tout en classant l'ensemble de ses adversaires sous le label de *« terroristes »*. A Syrte, c'est une coalition de milices et de brigades de la Tripolitaine (Ouest) affiliée au gouvernement de M. Sarraj qui a conquis (06 décembre 2016) une cité dont l'EI avait fait sa place forte en Afrique du Nord depuis février 2015.




Les deux principaux protagonistes de la crise en Libye, le chef du gouvernement d'union (GNA) Fayez al-Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar, se sont rencontrés mardi 25 avril 2017 à Abou Dhabi, a rapporté l'agence loyale aux autorités de l'est libyen.

Le maréchal Haftar dirige les forces armées des autorités basées dans l'est du pays, rivales du GNA, gouvernement adoubé par l'ONU et installé à Tripoli (ouest). Il s'agit de la deuxième rencontre entre les deux hommes, après celle qui avait eu lieu peu en janvier 2016 peu après la désignation de M. Sarraj à la tête du GNA. "Le maréchal Khalifa Haftar a rencontré mardi matin (...) Fayez al-Sarraj à Abou Dhabi grâce à une médiation internationale et arabe", a indiqué l'agence.

Le maréchal Haftar "avait quitté la Libye lundi soir pour effectuer une visite officielle aux Emirats Arabes Unis" à l'invitation de son homologue émirati, selon cette même source. D'après la chaine de télévision libyenne "218", les deux rivaux ont posé pour les photographes avant de s'entretenir "à huis clos".

MM. Sarraj et Haftar devaient se retrouver à la mi-février au Caire, à l'initiative de l'Egypte, pour tenter de négocier des amendements à l'accord politique interlibyen signé en décembre 2015 sous l'égide de l'ONU et aux termes duquel le GNA a été créé.

Cet accord ne prévoyait aucun rôle pour M. Haftar, dont les forces contrôlent une grande partie de l'est de la Libye. Mais le maréchal controversé s'est imposé comme interlocuteur incontournable après s'être emparé des principaux terminaux pétroliers du pays.

Après la rencontre avortée du Caire, que M. Sarraj avait imputée à M. Haftar, le chef désigné du GNA avait jugé qu'une "occasion précieuse" avait été manquée pour trouver un "début de solution à l'état de division et aux souffrances" des Libyens.

Depuis son entrée en fonction à Tripoli en mars 2016, le GNA n'est toujours pas parvenu à asseoir son autorité sur l'ensemble du pays.

Six ans après la révolte ayant mis fin à la dictature de Mouammar Kadhafi, la Libye reste engluée dans une interminable crise de transition, victime d'une insécurité persistante, d'une économie en lambeaux et de rivalités politiques incessantes.

Retour à la Table des matières

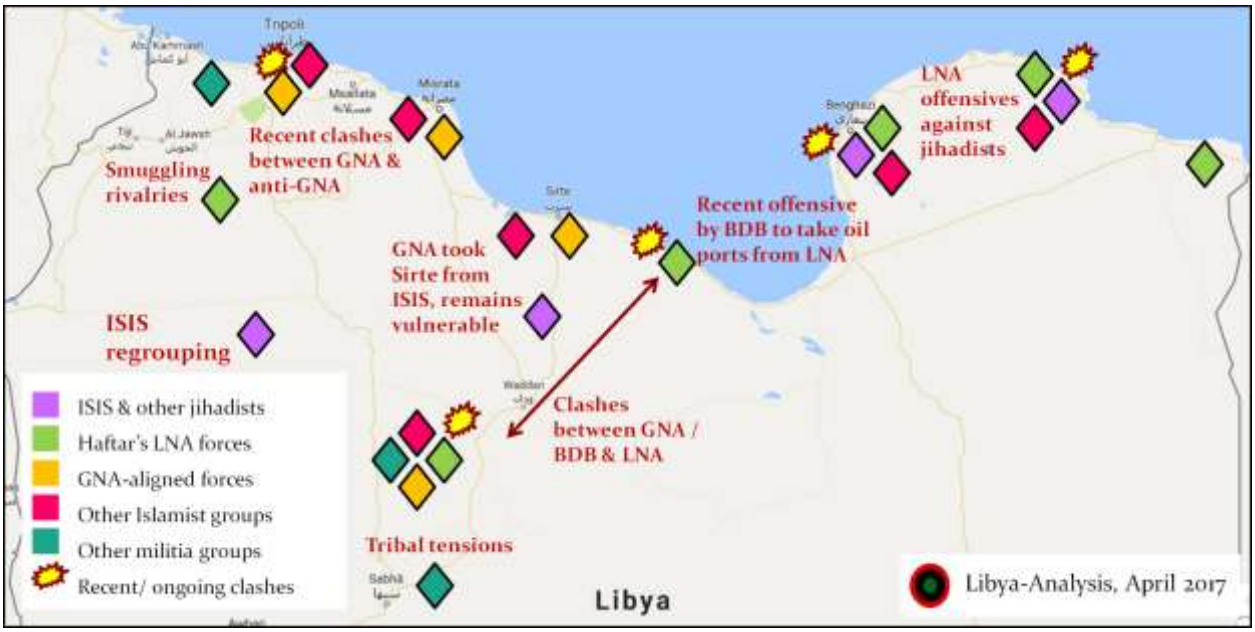
C'est le scénario que redoutait tant la communauté internationale. Après l'achèvement de la bataille de Syrte, le gouvernement d'union nationale de Faïez Sarraj basé à Tripoli est désormais engagé sur un nouveau front : le « croissant pétrolier », à l'est de Syrte, un arc de terminaux par où transite environ la moitié du brut libyen exporté. Dimanche 11 septembre, les forces du général Khalifa Haftar, le chef de l'Armée nationale libyenne (ANL) qui contrôle l'essentiel de la Cyrénaïque (dans l'est) et refuse de reconnaître l'autorité de M. Sarraj, ont conquis les ports de Sidra et Ras Lanouf à l'issue d'une attaque éclair. Un troisième port, Zueitina, faisait toujours l'objet de combats dimanche, mais les forces du général Haftar semblaient avoir pris l'avantage.

La conquête du croissant pétrolier, dont les installations étaient en fait fermées depuis l'été 2013, constitue un défi militaire majeur lancé par le général Haftar au gouvernement de Tripoli soutenu par les Nations unies et les capitales occidentales. Le croissant était jusqu'alors contrôlé par la Garde des installations pétrolières, une milice locale commandée par Ibrahim Jadhran, homme fort du cru. Issu du mouvement fédéraliste de la Cyrénaïque, un courant autonomiste dénonçant l'appropriation des ressources pétrolières de l'Est par les autorités centrales de Tripoli, M. Jadhran s'était initialement rallié au général Haftar lors de l'éclatement du conflit, en 2014, ayant opposé ce dernier au bloc politico-militaire Fajr Libya (« Aube de la Libye ») à tendance islamiste.

**A peine 200 000 barils par jour**

Mais la relation entre les deux hommes s'était ensuite détériorée. Au printemps, M. Jadhran avait prêté allégeance au gouvernement d'union nationale de Faïez Sarraj, alors même que le général Haftar le dénonçait comme illégal. En juillet 2016, les nouvelles autorités de Tripoli et M. Jadhran ont conclu un accord prévoyant la reprise des activités d'exportation du brut à partir des terminaux pétroliers. L'accord était vital à la survie du gouvernement de M. Sarraj, en quête désespérée de ressources financières alors que l'aggravation des difficultés quotidiennes (coupures d'électricité, chute du dinar, inflation…) minait l'état de grâce dont il avait bénéficié au départ. Depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, l'industrie pétrolière nationale s'est littéralement effondrée. La production n'atteint plus désormais que 200 000 barils par jour – soit environ 12 % de son niveau d'avant 2011.

L'offensive du général Haftar au cœur du croissant pétrolier met en péril cette stratégie de survie du gouvernement Sarraj. Elle défie aussi ouvertement les efforts des Nations unies visant à faire avaliser la tutelle du gouvernement d'« union nationale » par le camp du général Haftar. Les 5 et 6 septembre, à Tunis, des discussions ont été amorcées dans le but d'instituer un conseil militaire rassemblant les différentes forces de l'Est et de l'Ouest.



## Mer Rouge : expansion de l'armée émiratie

Figure 5 Dans cette photo du 7 Nov. 2015 mise à disposition par l'Agence d'ActualitéEmiratie, WAM, un convoi de véhicules de l'armée des EAU circulent entre la base militaire d'Al Hamra vers la ville militaire de Zayed, marquant ainsi le premier retour de troupes

**Une armée des Emirats Arabes Unis aguerrie en pleine expansion aux confins de l'Afrique et du Moyen-Orient**

**Ce petit pays, que le Secrétaire américain à la Défense Mattis appelle « la Petite Sparte », est de plus en plus souvent disposée à montrer ses muscles, alors qu'il s'inquiète des soupçons d'expansion de l'Iran**

Les Emirats Arabes Unis sont plus connus pour leurs gratte-ciels et son luxe chatoyant, mais sa petite taille trompe son monde en masquant une expansion tranquille de son armée aguerrie en Afrique et ailleurs au Moyen-Orient.

Figure 6 Sur cette photo du 22 février 2015, les forces armées des EAU font une démonstration au cours d'une exposition de matériel militaire à la cérémonie d'ouverture de l'Exposition et le Conférence Internationale de Défense, l'IDEX, à Abu Dhabi, aux Emirats

Cette petite fédération de sept Etats est appréciée comme l'un des alliés arabes les plus importants, dans le combat contre le groupe Etat Islamique, en hébergeant quelques 5.000 membres du personnel militaire américain, des avions de combat et des drones. Mais la pratique fréquente de coups de feu faisant écho à travers les déserts proches des bases, à l'extérieur de Dubaï et les récentes manifestations militaires dans la capitale d'Abu Dhabi font la démonstration d'un pays qui souhaite de plus en plus souvent fléchir ses propres muscles et sait répondre à ses soupçons d'expansion iranienne dans la région.

Déjà, les EAU ont lancé des forces expéditionnaires en Afghanistan et au Yémen. Ses nouvelles bases installées à l'étranger sur le continent africain, démontrent que ce pays, que le Secrétaire américain à la Défense James Mattis appelle « La Petite Sparte », a même des ambitions encore plus vastes.

Retour à la Table des matières

**Du protectorat au protecteur**

Les EAU, une fédération de sept Emirats, n'est devenu un pays en tant que tel qu'en 1971. C'était alors, durant des décennies, un ancien protectorat britannique et plusieurs de ces émirats disposaient de leurs propres forces de sécurité. Ces forces ont fusionné en une force armée nationale qui a pris part à la Guerre du Golfe de 1991, menée par les Etats-Unis d'Amérique, qui a chassé les forces irakiennes occupant son voisin le Koweit.

Les EAU ont envoyé des troupes au Kosovo, dans le cadre de la mission de maintien de la Paix dirigée par l'OTAN qui a débuté en 1999, ce qui a donné à ses forces l'occasion de construire une expérience de grande valeur, en travaillant main dans la main avec ses alliés occidentaux sur le terrain. A la suite des attentats du 11 Septembre 2001, ils ont déployé des troupes des forces spéciales en Afghanistan pour appuyer la guerre conduite par les Etats-Unis contre les Talibans. Le personnel militaire émirati y a conjugué l'aide et l'hospitalité arabe, en travaillant sur des projets d'infrastructure dans les villages et en rencontrant les anciens locaux.

Aujourd'hui, les EAU abritent des forces occidentales sur ses bases militaires, en particulier des troupes américaines et françaises. Le port de Jebel Ali à Dubaï sert de plus grand port d'appel pour la Marine américaine naviguant hors des Etats-Unis.

**Les rangs s'étoffent**

Les EAU ont décidé, au cours de ces dernières années d'augmenter ses forces armées, en partie à cause des inquiétudes quant à la résurgence de l'Iran dans la région, à la suite de l'accord nucléaire avec les puissances mondiales et de l'implication de la République Islamique dans les guerres de Syrie et du Yémen.

En 2011, les EAU ont reconnu travailler avec des contractants militaires privés, dont une société réputée pour travailler avec le fondateur de Blackwater, Erik Prince, afin de renforcer leur armée. L'Associated Press mentionne aussi que Prince est impliqué dans un programme de plusieurs millions de $ afin d'entraîner les troupes à combattre les pirates en Somalie, un programme bâti par plusieurs pays arabes, dont les EAU.

« Comme on pourrait s'y attendre, de la part, d'un membre proactif de la communauté internationale, tous les engagements des entités commerciales signés par les forces armées des EAU se conforment aux lois internationales et aux conventions qui y sont attachées », affirme dans un communiqué de l'Agence de Presse WAM, le Général Juma Ali Khalaf al-Hamiri, un responsable important dans l'armée des EAU.

Les médias colombiens ont aussi fait des reportages sur des citoyens colombiens travaillant comme mercenaires dans l'armée des EAU.

En 2014, les EAU ont introduits un service militaire obligatoire pour tous les hommes des Emirats ayant entre 18 et 30 ans. L'entraînement n'est qu'optionnel pour les femmes émiraties.

« Notre message au monde est un messager de paix ; plus forts nous sommes, plus fort sera notre message », avait écrit, à l'époque, sur Twitter, le dirigeant de Dubaï est Premier Ministre des EAU, le Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum.

**La Guerre au Yémen**

Au Yémen, les troupes émiraties combattent aux côtés des forces dirigées par l'Arabie Saoudite contre les rebelles chiites qui tiennent la capitale de ce pays arabe paupérisé, Sanaa. Les zones où sont déployées les forces émiraties concernent Mukalla, la capitale provinciale d'Hadramawt, et le port de la ville d'Aden, où est stationné le gouvernement internationalement reconnu du Président Abed Rabbo Mansour Hadi.

Retour à la Table des matières

En supplément, les Emirats apparaissent avoir construit une piste d'atterrissage à Perim ou sur l'île Mayun, une île volcanique en territoire yéménite qui se situe sur une voie maritime entre l'Erythrée et Djibouti, sur le Détroit stratégique du Bab al-Mandeb, selon l'hebdomadaire de la Défense, l'IHS Jane's. Ce détroit, d'une largeur de 16 kms à son point ouest le plus étroit, relie la Mer Rouge et le Canal de Suez au Golfe d'Aden et, finalement, l'Océan Indien. Des dizaines de bateaux commerciaux transitent par cette route chaque jour.

Déjà, on a assisté dans ces eaux à des tirs suspects provenant des Chiites rebelles du Yémen, les Houtis contre des navires émiratis et saoudiens. En octobre, des navires de la Marine américaine ont, dfe la même façon, été la cible de tirs, déclenchant des tirs de missiles de la part des forces américaines, contre des zones du Yémen, dans leur première attaque contre des cibles des Houtis, dans cette guerre qui dure depuis plusieurs années.

« D'autres incidents maritimes, en particulier, s'ils impliquaient la navigation civile, pourraient internationaliser encore plus ce conflit et entraîner de nouveaux acteurs dans l'intervention », prévenait alors le Washington Institute (WINEP), en mars dernier.

Les forces des EAU et des organisations d'aide ont aussi mis pied à terre sur l'île yéménite de Socotra, qui se situe près de l'embouchure du Golfe d'Aden, après qu'un cyclone meurtrier ne l'ait frappé. Elle représente aussi un point de contact crucial, témoin de récentes attaques de pirates somaliens.

Les Emirats ont subi, au Yémen, leurs pertes humaines les plus importantes de toute leur histoire. Le jour le plus meurtrier est survenu, lors d'une frappe de missile en Septembre 2015, contre une base de l'armée émiratie, où 50 soldats des Emirats, ainsi qu'au moins 10 soldats saoudiens et cinq soldats du Bahrein sont morts.

Pendant ce temps, les forces émiraties ont été impliquées dans le raid du 29 janvier, ordonné par le Président américain Donald Trump, où un NavySEAL américain a trouvé la mort et 30 autres personnes, dont des femmes, des enfants et, un groupe estimé à 14 djihadistes, ont été tués.

**L'expansion vers l'Afrique**

Hors du Yémen, les Emirats ont bâti une présence militaire en Erythrée, dans son port d'Assab, selon Stratfor, une société privée de collecte de Renseignements basée aux Etats-Unis. Des images satellites montre ces nouvelles constructions sur un ancien aérodrome abandonné que cette société privée relie à l'action des Emiratis, ainsi que le développement d'un port et le déploiement de tanks, d'avions de combat, d'hélicoptères et de drones.

« L'échelle de cette entreprise suggère nettement que l'armée émiratie est en Erythrée pour bien plus longtemps qu'une mission logistique de court terme et appuyer des opérations à travers toute la Mer Rouge », soulignait Stratfor en décembre 2016.

Les responsables des Emirats n'ont pas répondu à des requêtes répétées les invitant à commenter leurs opérations militaires ou leurs mouvements d'expansion vers l'étranger, en particulier l'Afrique.

Retour à la Table des matières

Au sud de l'Erythrée, le Somaliland, territoire séparatiste à l'égard du nord de la Somalie, les autorités ont donné leur accord en février autorisant les Emirats à ouvrir une base navale dans la ville portuaire de Berbera. Auparavant, l'opérateur DP World des ports internationaux émiratis, a scellé un accord afin de gérer le plus grand port proche du Somaliland.

Dans d'autres contributions du même genre, on soupçonne aussi les EAU de mener des frappes aériennes en Libye contre les rebelles islamistes et de gérer une petite base aérienne à l'Est de ce pays d'Afrique du Nord, près de la frontière égyptienne.

Parallèlement, la Somalie demeure un point chaud particulier pour les Emirats. Les Emiratis ont envoyé des forces dans ce pays la Corne de l'Afrique pour prendre part à une mission de maintien de la Paix dans le cadre de l'ONU, dans les années 1990, alors que leur unité anti-terroriste s'est portée à la rescousse d'un bateau battant pavillon émirati et pris en otage par des pirates somaliens. Cette unité a aussi été prise pour cible dans des attaques récentes lancées par des djihadistes d'Al Sabaab, appartenant à Al Qaïda.

Une expansion militaire des Emirats Arabes Unis en Somalie est également possible, alors que Trump a récemment approuvé des actions militaires redoublées, dont des frappes aériennes plus agressives contre Al Shabaab, dans ce pays africain. Les Emirats ont récemment lancé une campagne majeure en quête de dons destinés à l'aide humanitaire pour cette région…

## Bataille de Mossoul : les forces irakiennes se positionnent pour l'offensive finale

**Alors que l'offensive finale contre les djihadistes retranchés dans leurs dernières positions à Mossoul pourrait intervenir sous peu, les affrontements sont toujours rudes entre les forces d'élites irakiennes et les combattants de Daech positionnés dans la vieille ville.**

Figure 7 Dans l'impasse début mai, les forces irakiennes ont ouvert un nouveau front à Mossoul.

Début mai 2017, pour sortir de l'impasse dans laquelle se sont enferrés les policiers dans la vieille ville, où les combats sont bloqués depuis plus d'un mois, les forces irakiennes ouvrent enfin un axe au nord-ouest de la partie occidentale de Mossoul. La progression est rapide car l'Etat islamique n'a plus les moyens d'étirer ses forces et de se défendre sur deux fronts importants (vieille ville et nord-ouest). Les Irakiens progressent pour encercler la vieille ville par le nord, tandis que les combats font toujours rage aux lisières sud de la vieille ville.

Figure 8 Disposition des forces au 27 avril. GD = Golden Division (Iraqi Counter Terrorism Service); DI = division d'infanterie; DB = division blindée Bde = Brigade; PF = police fédérale; ERD = Emergency Response Division (forces spéciales du ministère de *'Intérieur). En vert, les zones déjà reconquises. L'EI ne tient plus que la vieille ville et le nord-ouest de Mossoul-ouest.*

Le 27 avril, la police fédérale est toujours à 300 mètres de la mosquée al-Nuri : elle piétine depuis un mois. La Golden Division, qui a conquis le gros du centre de Mossoul-ouest, consolide ses positions après la prise du quartier de Tanak. Une frappe aérienne de la coalition fait encore 19 victimes ; l'EI, lui, tire au mortier sur le quartier de Rashidiyah au nord-est de Mossoul. Les miliciens chiites se dirigent maintenant vers la frontière syrienne, au sud-ouest, puisqu'ils ne sont pas autorisés à assaillir Tal Afar.

Les 28-29 avril, la police fédérale (qui bombarde de nuit la vieille ville) et l'Emergency Response Division (ERD) grignotent une centaine de mètres en direction de la mosquée al-Nuri. Les kamikazes de Daech tuent

toutefois 14 policiers et en blessent 20, ce qui est pour une fois reconnu par les forces concernées. La Golden Division, aidée par la police, tente de nettoyer le quartier de Zinjali, afin d'encercler la vieille ville où sont concentrés des combattants de l'EI. A l'extérieur de Mossoul, un soldat américain est tué par un IED. Le Premier ministre irakien Abadi est mécontent de la progression des miliciens chiites du Hashd vers Hatra, car ils ne sont pas accompagnés de l'armée (15ème division en l'espèce). Le 29 avril, une vidéo Amaq de l'organisation djihadiste montre une frappe de drone armé sur des miliciens chiites au nord d'El Hader. Des photos montrent une contre-attaque des djihadistes au sud de l'aéroport de Tal Afar, avec plusieurs véhicules blindés improvisés, un technical avec mitrailleuse DSHK et fantassins embarqués.

Le 30 avril, la Golden Division qui bataille dans Zinjali, se déplace pour faire la jonction avec la 9ème division blindée et la Fighting Division al-Abbas de miliciens chiites qui stationnent dans le secteur de Badoush. Une offensive au nord-ouest de la ville, contre la poche de résistance située en dehors de la vieille ville, se dessine. L'ERD capture un véhicule kamikaze intact à Zinjali. L'EI contre-attaque dans la vieille ville, s'empare de deux positions, ce qui entraîne le limogeage du commandant de la 5ème division de la police fédérale (qui aligne trois brigades sur les six de la police fédérale engagées à Mossoul-ouest). Celle-ci renforce ses défenses avec des blocs de béton pour prévenir les attaques kamikazes.

Le 1er mai démarre l'offensive au nord-ouest de Mossoul. L'ERD a rejoint la Golden Division au nord-ouest et attaque les quartiers de Haramat et du 17 juillet ; la Golden Division bataille pour celui de Zinjali, tandis que la police fédérale combat à Bab al-Jadid, Bal el-Baib dans la vieille ville. L'EI exécute plus de 50 personnes et ses tirs de mortiers en tuent plusieurs autres.

Le 2 mai, la Golden Division et l'ERD avancent dans les quartiers de Musharifah, Najar, Rifai et 17 juillet. La Golden Division nettoie toujours Zinjali en parallèle. Les frappes aériennes de la coalition sont parfois très rapprochées des forces amies dans la ville. Une vidéo tournée dans le quartier de Tanak le 24 avril montre un lance-missiles antichars Kornet de la Golden Division en position sur un toit, avec d'autres armes, dont plusieurs mitrailleuses.

Figure 9 Sniper de l'EI avec un fusil anti-matériel iranien AM 50.

Le 3 mai, dans la vieille ville, les policiers essaient d'avancer dans le quartier de Maidan. L'EI exécute encore des personnes et suspend les corps aux poteaux électriques, tout en continuant à tirer au mortier sur les quartiers libérés. USA Today interroge des membres des bataillons de Mossoul et de la faction Mim, qui harcèlent l'Etat islamique à Mossoul depuis des années ; la gêne est certaine, et ces résistants montrent qu'une opposition existe dans la ville contre l'EI, mais le prix à payer en vies humaines est aussi élevé. Au nord-ouest, les Navy Seals qui servent de conseillers aux forces irakiennes sont filmés près du quartier 17 juillet.

Le 4 mai, l'offensive au nord-ouest continue. La 9ème division et l'ERD investissent Musharifah, Kanisa et Haramat (où l'assaut est mené par la 15ème division de l'armée, avec sa 70ème brigade) qui sont déclarés nettoyés. Le but est d'encercler la vieille ville par le nord, en éliminant la poche du groupe salafiste au nord-ouest de Mossoul. Comme à l'est, la coordination entre les différents acteurs présents –armée, qui dépend du ministère de la Défense; policiers fédéraux et ERD, qui relèvent du ministère de l'Intérieur; Golden Division, entité séparée; miliciens chiites- pose problème dans le cours de la bataille. Les pertes civiles sont lourdes en raison des frappes aériennes et des tirs d'artillerie.

La poussée au nord-ouest semble avoir pris l'EI par surprise. Les policiers combattent dans Musharifah, Haramat et Zinjali; la police fédérale déploie son unité d'IRAM contre le premier quartier. Une vidéo Amaq montre une mitrailleuse lourde KPV tirer sur un hélicoptère américain Apache, et une escouade en combats de rues avec mitrailleuse PK, lance-roquettes antichars (sans doute un Type 69) et fusil d'assaut. Un sniper avec fusil anti-matériel iranien AM 50 prend pour cible des véhicules. Daech emploie deux types de lance-roquettes improvisés au nord-ouest de Mossoul.

Le 6 mai, les derniers secteurs du quartier de Musharifah sont libérés, ainsi que Kanisa et le district 1 de Haramat. L'EI réussit à réinfiltrer toutefois des combattants sur les arrières de ses adversaires, comme de coutume. Mais ses forces sont bien divisées par l'assaut au nord-ouest, alors qu'il faut tenir aussi dans la vieille ville. Les pluies torrentielles qui tombent depuis des semaines gonflent le Tigre et obligent les Irakiens à enlever un ponton posé sur le fleuve; leurs bateaux sont inopérables faute d'essence, ce qui en dit long sur les problèmes logistiques de l'opération. L'ERD reçoit de nouveaux fusils de sniping anti- matériel Cyclone HSR de 12,7 mm. Une vidéo Amaq montre les combats à Bab el Tob, dans la vieille ville, où le front ne semble pas avoir bougé: le groupe de combat de l'organisation djihadiste tire avec une mitrailleuse PK, des AK (dont un avec embout pour grenade improvisée) et M-16. L'EI montre aussi un deuxième véhicule kamikaze armé de cinq lance-roquettes pour s'ouvrir un passage avant d'atteindre sa cible, après un premier filmé le 21 avril dernier. On voit également un djihadiste unijambiste dans une autre vidéo Amaq à Musharifah.

Les 7 et 8 mai, au nord-ouest, les quartiers de Haramat, du 30 juillet, de Wadi Akab sont investis alors que les combats continuent dans celui du 17 juillet. Puis c'est le tour des quartiers de Ghanem al-Sayid, Shuqaq al-Harmat. Les défenses de l'EI sont manifestement concentrées dans les deux quartiers 17 et 30 juillet : le groupe opère toujours avec de petites unités très mobiles. La 9ème division blindée, qui opère au nord-ouest, dispose de conseillers américains de la 82nd Airborne Division. La 16ème division irakienne traverse le Tigre depuis la rive orientale pour venir soutenir l'assaut au nord-ouest. Une vidéo Amaq montre l'explosion de deux véhicules kamikazes, dont un 4x4 noir SUV avec coque de blindage, dans le quartier de Musharifah. Un reportage photo montre un véhicule blindé BMP-1 détruit au nord-ouest de Mossoul. La 9ème brigade de l'ERD arrive en renfort dans le secteur de Badoush.

Figure 10 6 mai : un véhicule kamikaze muni, de nouveau, de 5 lances-roquettes sur le dessus pour s'ouvrir la voie jusqu'à la cible.

Le 9 mai, le quartier du 30 juillet est déclaré nettoyé, tandis que les combats continuent dans les districts 2 et 3 d'Haramat et dans le quartier du 17 juillet. Le 10 mai, le district 3 d'Haramat et le district de Maamil sont déclarés nettoyés, et l'assaut continue à Islah al-Zirahi et Hawi Kanisa. L'EI n'a pas de réelle ligne de défense dans le nord-ouest ce qui explique l'avance rapide des forces irakiennes. Les Irakiens capturent de nombreux exemplaires du lance-roquettes improvisé de Daech (sur AT-4) dans le quartier du 30 juillet. On voit également des cocktails Molotov de l'Etat islamique dont l'explosion est déclenchée avec du phosphore blanc, une technique développée par les Britanniques durant la Seconde Guerre mondiale. Une vidéo avec la police fédérale dans la vieille ville montre la difficulté à avancer : le groupe salafiste a barré les rues étroites avec des levées de terre, et le bâti est très dense. La télévision irakienne filme les canons M777 américains (82nd Airborne Division semble-t-il) qui appuient les Irakiens à Mossoul. L'EI montre dans une vidéo Amaq un tir de RPG-7 (munition PG-7VT) sur un Humvee, ainsi qu'un tir de munition PG-7 AT "Nader" iranienne. Un soldat irakien est tué et sept autres blessés lors de l'explosion de leur Humvee à Musharifah, pourtant déclaré libéré.

Figure 11 8 mai: un BMP-1 détruit au nord-ouest de Mossoul.

Figure 12 Situation au 11 mai. Principaux quartiers évoqués. 1 = Haramat; 2 = Wadi Aqab, Sayed Ghanam, district industriel; 3 = 17 juillet; 4 = 30 juillet; 5 = Islah al-Zirahi; 6 = district de Maamil; 7 = Hawi Kanisa.

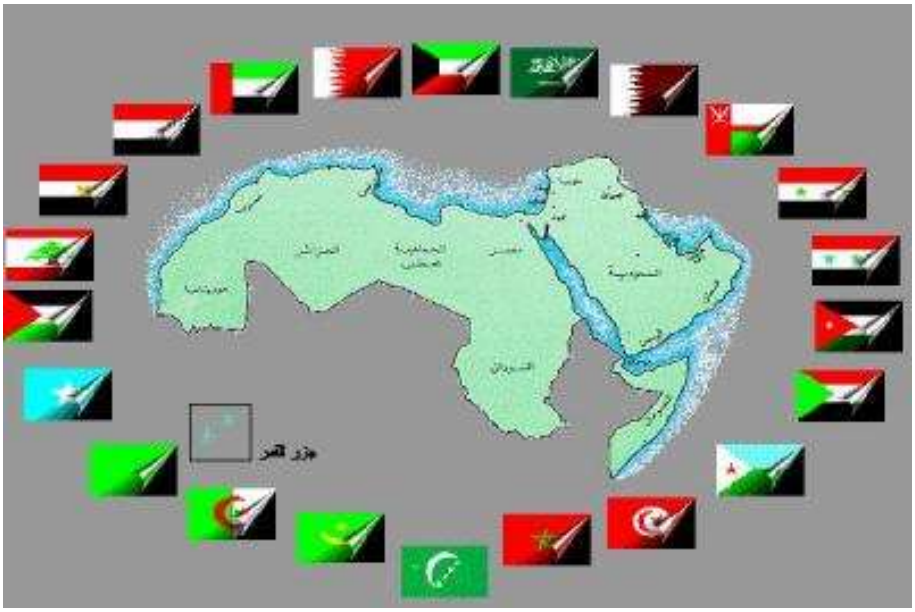
Le 11 mai, les fronts nord et sud font la jonction à l'ouest de Mossoul. Hawi Kanisa est libéré, les combats continuent à Musharifah, à Islah al-Zirahi tandis que le quartier de Iqtisadin est investi. La Golden Division détruit un véhicule kamikaze avant qu'il n'atteigne sa cible. Le commandement irakien ne veut pas engager les chars de la 9ème division blindée en combats de rues et injecte à la place la 16ème division aux côtés de la Golden Division et des policiers. Une vidéo Amaq montre un groupe de combat avec des matériels conséquents: plusieurs M-4, dont un avec viseur optique de grande taille (AN/PAS 13B?) et viseur holographique EOTech, un HK G3A3 à lunette, un technical Isuzu avec KPV, une mitrailleuse MG-1M, un AK avec embout lance-grenades improvisées. L'armée irakienne capture 9 lance-roquettes improvisés de l'EI utilisant des munitions pour canon sans recul SPG-9, comme cela est indiqué sur les instructions de tir disposées sur l'arme. L'EI annonce aussi la mort d'un de ses combattants du Bangladesh, Abou Ismail. Un tir de missile antichar Fagot/Konkurs frappe un véhicule blindé à l'ouest d'el Hader.

Auteur : **Stéphane Mantoux**
**Source :** ICI!

Retour à la Table des matières

## Billet d'Arsène : La revanche de l'Histoire !.

Le passé est utilisé, employé, instrumentalisé par les grands acteurs du moment. Ce passé, cette histoire, est même parfois glorifié en étant recomposé, mythifié. Il s'agit de légitimer l'action du moment. Trump veut revenir aux temps bénis de l'Amérique des années 50, aux temps où les WASPS contrôlaient leurs frontières. Erdogan parle des « traités iniques » qui ont imposé la réduction du territoire de la Turquie par les vainqueurs de la première guerre mondiale. Poutine annexe la Crimée en disant que c'est dans ce territoire qu'a eu lieu le baptême de Vladimir[26]. C'est là qu'est née la Russie. Le combat d'aujourd'ui en Ukraine est un combat contre les nazis comme il y a soixante-dix ans.



En occident, la mondialisation fait peur. Le progrès irait trop vite, nous avons besoin de racines, de nous ancrer davantage dans notre passé. Durant la dernière campagne présidentielle française, deux candidats (Marine le Pen et François Fillon) ont insisté sur ce passé et ont réalisé 40% au premier tour. Dans les pays émergents, réémergent, dans les puissances régionales, il s'agit d'utiliser le nationalisme comme idéologie de substitution au socialisme/communisme. L'islamisme est une idéologie de substitution au panarabisme. Ces nouvelles idéologies, ou ces idéologies qui refont surface, utilisent le passé. L'histoire revient en force en occident mais aussi dans le reste du monde.

La Chine, pour des questions de principes, mais aussi économiques, fait appel à l'histoire. Des cartes anciennes ressortent, voire les chinois retrouveraient sur certaines îles des coquillages gravés avec des signes chinois vieux de 3000 ans qui confirmeraient alors l'appartenance de ces îlots à la Chine ! Les dirigeants chinois avancent le fait que ces territoires ont été chinois, il est donc normal qu'ils leur reviennent. Le problème n'est pas la question des preuves historiques, de l'existence de ces preuves ou de leur fabrication. Le problème est l'instrumentalisation de l'histoire pour justifier tous les desseins territoriaux.

[26] https://www.herodote.net/Vladimir_le_Grand_0958_1015_-synthese-2048.php

Retour à la Table des matières

L'Afghanistan est aussi touchée par ce retour de l'histoire, avec l'idée d'un « Afghanistan, cimetière des empires »[27]. L'Afghanistan a vu l'apparition de l'Etat Islamique en 2015. L'EI en Afghanistan[28] devient alors la mythique Khorassan[29]. L'Afghanistan est déjà complexe et n'avait pas besoin de ce nouvel élément pour être déstabilisée. Si cela était encore possible, les espoirs de stabilisation vont en diminuant. L'EI en Afghanistan est à la fois un allié et un concurrent des talibans qui contrôlent un gros tiers du pays. Chaque groupe joue sa partition, « le grand jeu ». Russes, chinois, Talibans, occidentaux, chacun cherche à atteindre ses objectifs. Les occidentaux pensent avoir tué le chef de l'EI en Afghanistan[30] mais cela ne sera pas suffisant. Il est probable que les Etats-Unis/OTAN s'impliquent à nouveau[31]. Les occidentaux ne peuvent laisser tomber l'Afghanistan, sans prendre le risque que cette terre redevienne un point de départ pour le terrorisme mondial. Il est donc normal et souhaitable d'aider l'Afghanistan, mais quel désastre en termes de coût/efficacité ! Ne pas chercher à comprendre l'histoire se paye cher. Alors que notre système capitaliste affirme qu'il est le plus rentable, l'Afghanistan démontre le strict contraire. L'économie sans histoire va dans le mur.

Il faudra bien un jour poser la question du coût-efficacité des interventions militaires occidentales. Alors qu'elles devaient permettre la démocratie, après une phase de stabilisation, agréant un retrait relativement rapides armées, c'est exactement le contraire qui se produit avec le paradoxe de demander toujours plus d'armées, d'argent, alors que le problème est politique. L'absence d'objectifs de la guerre entraine fatalement l'absence d'objectifs dans la guerre. L'occident toujours plus rapide, efficace, se retrouve désarmé par des adversaires qui ralentissent leurs manœuvres et s'inscrivent dans la durée, dans l'histoire. Pendant que nous discutons de l'économie, de l'euro, du code du travail, de transparence, le reste du monde ne s'effraye pas de son avenir et trouve dans son histoire, certes fantasmée, des raisons de se battre, de vivre et de faire mourir !

---

[27] Guillaume Lasconjarias dans l'Histoire, numéro 370, daté décembre 2011
[28] http://www.slate.fr/story/123811/guerre-fratricide-afghans-islamique
[29] Voir l'article https://www.comiteafi.net/index.php/a-la-decouverte-de-l-iran/histoire/810-une-region-de-l-iran-le-khorassan
[30] http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/04/28/97001-20170428FILWWW00438-le-chef-de-l-ei-en-afghanistan-probablement-tue.php
[31] http://www.lepoint.fr/monde/afghanistan-l-otan-examine-l-envoi-de-quelques-milliers-de-militaires-10-05-2017-2126240_24.php

Retour à la Table des matières